

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.776

15 avril 1957

FRANCAIS

UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT SOIXANTE-SEIZIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le lundi 15 avril 1957, à 14 heures.

Président : M. ASHA (Syrie)

Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous
tutelle du Cameroun sous administration britannique pour 1955 [3b]
(suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette
séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.776.
Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon
et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en
volume imprimé.

57-12252

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE, 1955 (T/1287, 1298, 1302 et Corr.1, 1304; T/L.737) /Point 3 b) de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Field, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

Discussion générale

M. CLAEYS BOUUAERT (Belgique) : Je partage avec notre excellent collègue, l'Ambassadeur Dorsinville, le privilège d'avoir pu parcourir les deux parties du Cameroun sous administration britannique. Ses souvenirs sont plus récents que les miens, qui remontent à 1949, mais je garde de mon passage des impressions très vives qui me permettent de me rendre compte de toute la complexité des problèmes que rencontre le Gouvernement du Royaume-Uni dans la tâche qu'il a assumée de mener ces régions et leurs habitants vers les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies.

L'une des servitudes des membres de ce Conseil est de devoir, chaque année, se répéter et faire les mêmes observations parce que, chaque année, il faut se remémorer les mêmes faits essentiels qui conditionnent la vie et l'évolution d'un pays et de ses habitants dans tous les domaines.

Le Cameroun n'a aucune unité géographique. Il est composé de deux tronçons séparés. Au manque d'unité géographique correspond une diversité ethnique encore plus spectaculaire. Avec son pragmatisme habituel et en respectant les aspirations des populations dans toute la mesure du possible, l'Autorité administrante a réalisé l'intégration administrative des deux parties du Cameroun avec le territoire voisin de la Nigeria, d'une manière différente pour la partie nord et pour la partie sud. Quelles que soient les modalités adoptées, il est certain que cette association a fait bénéficier le Territoire sous tutelle de l'heureuse politique conduite dans la colonie voisine. Il est également certain qu'elle correspond aux vœux de la population du Territoire. C'est en raison des aspirations exprimées par les habitants que l'association a pris la forme d'une fusion totale dans le Nord et, dans le Sud, celle de l'autonomie locale dans le cadre de la Fédération nigérienne.

Aussi faut-il considérer que la consolidation et le bon fonctionnement des institutions mises en place par la réforme constitutionnelle d'octobre 1954 sont l'indice de progrès constants et importants dans le sens voulu par la Charte et par l'Accord de tutelle.

L'adoption progressive du principe de l'élection pour assurer la composition des conseils indigènes locaux indique aussi une évolution importante et heureuse. La société africaine fait ainsi à la base l'apprentissage des techniques démocratiques.

Les autorités indigènes africaines ont généralement un caractère hautement représentatif, même lorsqu'elles sont constituées suivant des règles traditionnelles très éloignées de nos conceptions occidentales. Elles ont leurs méthodes à elles pour garder le contact avec leur opinion publique. Mais les mentalités changent et il est bon, il est indispensable que les structures anciennes s'adaptent et assimilent des méthodes qui les maintiendront en harmonie avec l'évolution générale des institutions.

La Mission de visite du Conseil de tutelle a signalé, en 1955, que c'était dans le domaine économique et social que les progrès étaient actuellement les plus souhaitables. Cet avis fut entériné par le Conseil à sa dix-septième session. La délégation belge estime que ce vœu conserve toute son actualité. Ceci n'implique, bien entendu, aucun reproche à l'adresse de l'Autorité administrante dont l'administration en ce domaine mérite, au contraire, nos éloges.

Le Territoire, surtout dans sa partie méridionale, dispose d'un potentiel économique considérable. Les terres sont fertiles, elles sont susceptibles de produire une grande quantité de récoltes de tout genre, mais le relief extrêmement chaotique demeure toujours un obstacle difficile à surmonter.

Le développement et l'amélioration du réseau routier sont la clé du progrès et l'action entreprise par l'Autorité administrante en ce domaine doit être chaudement approuvée par le Conseil. Tous ceux qui ont quelque expérience de l'Afrique savent à quel point l'ouverture d'une bonne route et la construction de ponts définitifs peuvent transformer la vie d'une région. Ce ne sont pas seulement la production économique et les échanges qui deviennent possibles. Les autres formes de progrès ne peuvent, elles aussi, se développer que sur la base d'un système convenable de communications. Sans routes, il n'est pas d'extension

possible du réseau des écoles, par de surveillance médicale ni d'amélioration de l'hygiène. Là où les hommes et les marchandises ne peuvent circuler, les idées ne pénètrent pas non plus.

La délégation belge a été particulièrement heureuse d'apprendre, par l'intéressante déclaration liminaire du représentant spécial et par les renseignements complémentaires faisant l'objet du document T/1302, que d'importants travaux routiers étaient actuellement en cours d'exécution ou envisagés. Il est certain que, pendant de nombreuses années encore, ce problème restera, en fait, le plus important du Cameroun, et spécialement du Cameroun méridional.

Ma délégation, toujours dans le domaine économique, est heureuse de constater l'essor du mouvement coopératif. Elle est heureuse de constater aussi que, répondant à l'appel lancé par l'Administration du Cameroun méridional, des firmes se sont installées et ont établi des plantations et des exploitations forestières au moyen de capitaux nouveaux. Le fait que cet appel ait eu l'approbation de tous les partis politiques prouve le réalisme avec lequel les populations locales voient les problèmes économiques de leur pays et est un indice de leur maturité.

La partie du budget du Cameroun méridional consacrée à l'enseignement et à l'éducation est impressionnante, puisqu'elle atteint 22 pour 100 du total des prévisions de dépenses pour l'exercice 1955-1956.

L'organisation de l'enseignement, la décision d'établir de nouvelles écoles ou d'étendre le cycle des cours sont soumises à l'avis du Southern Cameroons Board of Education, où l'Administration et les représentants des oeuvres privées et de la population ont l'occasion de confronter leurs vues.

En outre - et ceci vaut également pour la partie septentrionale - la politique bien connue de l'Autorité administrante est d'associer les autorités et les communautés indigènes locales aux responsabilités de l'instruction publique en les incitant à collaborer directement à la levée des fonds nécessaires au fonctionnement ou à la création d'écoles.

La délégation belge souhaiterait que les rapports ultérieurs donnent plus de précisions sur la question de savoir comment s'opère la division des responsabilités entre le Gouvernement régional et les communautés locales dont la contribution financière en matière d'enseignement est demandée.

M. Claeys Bouuaert (Belgique)

Enfin, je voudrais dire tout l'intérêt que porte la délégation belge au Centre de formation civique de la baie de Man O War. Cette oeuvre, qui n'est pas récente, mais qui continue à se développer, est de celles qui méritent les éloges et nous pensons qu'elle rend de grands services au Cameroun comme à la Nigeria en formant le sens social et en développant l'esprit d'initiative, d'endurance et de responsabilité parmi les jeunes gens destinés à servir de guides à leurs concitoyens.

Je termine en adressant tous mes remerciements au représentant du Royaume-Uni et au Représentant spécial pour la courtoisie et la patience avec lesquelles ils ont répondu à nos questions.

M. JAIPAL(Inde) (interprétation de l'anglais) : L'année 1955 a été, pour le Territoire sous tutelle du Cameroun britannique, une année de consolidation des réformes politiques accomplies depuis le commencement du régime de tutelle.

Précédant la dernière étape du voyage vers l'indépendance, 1955 a été une année importante au cours de laquelle les organisations politiques locales et l'Autorité administrante ont fait un inventaire de la situation. Peut-être serait-il indiqué, pour nous, de passer brièvement en revue l'histoire récente du Territoire.

Il y a plus de dix ans - le 13 décembre 1946 - qu'a été signé l'Accord de tutelle. Cet Accord plaçait le Territoire sous la responsabilité du Conseil de tutelle et engageait le Gouvernement du Royaume-Uni à le mettre en valeur et à le diriger vers des destinées appropriées aux conditions particulières qui le régissent ainsi que sa population. Un facteur notable, lorsqu'on envisage l'avenir du Territoire, est qu'il est divisé en deux parties, le Nord et le Sud. L'une et l'autre sont séparées par environ quarante milles de territoire nigérien. Etant donné cette séparation physique et d'autres facteurs, les deux parties étaient administrées comme parties intégrantes des provinces du Nord et de l'Est de la Nigeria; c'était là une disposition qui était prévue par l'Accord de tutelle. Dès 1947, moins d'une année après la signature de l'Accord de tutelle, certains progrès constitutionnels étaient réalisés, tant dans la Nigeria que dans le Territoire sous tutelle. En 1949, un Commissaire était nommé pour le Territoire sous tutelle dans son ensemble; il avait la responsabilité spéciale du Cameroun méridional. De nouveaux progrès étaient accomplis en 1951 et, trois ans plus

tard, après des discussions prolongées, tant à Londres qu'à Lagos, entre l'Autorité administrante et les dirigeants africains, la Constitution actuelle était mise en vigueur. Aux termes de cette Constitution, la Nigeria devenait une Fédération comprenant trois régions. Le Cameroun méridional est administré en tant que partie de la région nord de la Nigeria, avec des représentants au sein des organes législatifs et exécutifs régionaux. Le Cameroun méridional, qui était autrefois une partie de la province de l'Est, en est maintenant séparé et a reçu un statut quasi fédéral. Il a sa propre Chambre d'assemblée et son propre conseil exécutif, et il bénéficie d'une importante autonomie.

Au niveau fédéral, nous constatons que les deux parties du Territoire sous tutelle sont représentées dans les organismes législatifs et exécutifs centraux. En ce qui concerne les pouvoirs de la Constitution fédérale, un coup d'oeil sur la liste exclusive commune contenue dans le rapport annuel montrera que les régions ont obtenu une large mesure d'autonomie intérieure et que les pouvoirs du gouvernement fédéral s'appliquent pratiquement à tous les autres domaines, alors que ceux réservés au Gouvernement du Royaume-Uni sont très limités et rarement exercés.

On ne peut s'empêcher de comparer cette Constitution avec le statut moins avancé de la prétendue République autonome du Togo.

En 1956, de nouveaux progrès ont été accomplis. La procédure électorale a été révisée et modernisée; des élections ont eu lieu au scrutin secret sur la base du suffrage des adultes. Soixante-cinq pour cent des électeurs qualifiés se sont faits inscrire et soixante-seize pour cent d'entre eux ont pris part aux élections, ce qui constitue un changement réconfortant par rapport à l'indifférence relative des électeurs au cours des élections qui ont eu lieu récemment dans le Cameroun français voisin. Dans le Cameroun septentrional, cinq circonscriptions ont été établies, donnant à cette partie du Territoire une voix nettement distincte dans l'organe législatif de la région septentrionale.

Les autorités autochtones ont également été réorganisées et démocratisées dans de nombreuses régions. Des conseillers ont été élus au scrutin secret et les pouvoirs du Conseil ont été élargis. La Chambre d'assemblée du Cameroun méridional a adopté seize lois en 1956; douze ont, depuis, été mises en vigueur; elles vont de l'adoption du budget à un amendement de la procédure criminelle, ce qui indique un exercice de pouvoirs bien plus étendu que ceux que l'on se propose de donner au Territoire du Cameroun français.

M. Jaipal (Inde)

Quand on examine le progrès politique accompli depuis 1946, certains faits important apparaissent. En premier lieu, le progrès politique a été continu et sans heurts; il n'a pas été caractérisé par la violence ou des désordres. En second lieu, le développement des institutions politiques a été libre et il s'est accompli conformément aux aspirations de la population. En troisième lieu, l'orientation des partis politiques, leurs programmes et leurs perspectives ont été en direction de la Nigeria, indiquant un désir net de partager le destin de la Nigeria. Quatrièmement, le présent stade de progrès politique est celui qui précède immédiatement le stade définitif de l'autonomie complète.

L'Autorité administrante et la population du Territoire méritent de vives félicitations pour ce progrès rapide. L'accès au stade final sera la prochaine étape et l'Autorité administrante, ainsi que les représentants de la population, n'ignorent pas la nécessité d'établir et de préparer soigneusement des plans à cette fin. Il est encourageant de savoir que cette évolution rapide accomplie depuis 1946 atteindra son apogée à la Conférence de Londres qui doit se tenir au mois de mai de cette année et où le développement constitutionnel futur fera l'objet de discussions entre le Gouvernement du Royaume-Uni et les représentants de la Nigeria et du Territoire sous tutelle. Nous constatons que les intérêts du Territoire sous tutelle seront largement représentés par les cinq délégués du Cameroun méridional et par la fraction du Cameroun septentrional au sein de la délégation nigérienne de dix membres.

Nous notons avec un intérêt considérable et une vive satisfaction la déclaration du représentant du Royaume-Uni, selon laquelle les intérêts du Territoire sous tutelle seront, à l'avenir, sauvegardés par le maintien d'une association étroite avec la Fédération de la Nigeria. Nous formulons les meilleurs vœux pour le succès de la Conférence et nous exprimons l'espoir que l'Autorité administrante, conformément à ses traditions libérales et à son sens pratique, donnera au Territoire un excellent départ dans sa carrière indépendante. Un bon départ est souvent tout aussi important que l'ensemble du travail préparatoire accompli en vue de l'indépendance.

M. Jaipal (Inde)

Il y a une ou deux questions sur lesquelles nous voudrions présenter quelques observations. Elles se rapportent particulièrement à ce que l'on a appelé le problème de l'unification. Autrefois, sous la domination allemande, le Cameroun n'était pas divisé. Après la défaite des Allemands, le pays fut partagé entre les deux conquérants, les Anglais et les Français, d'une façon tout à fait artificielle qui ne tenait aucun compte des intérêts des habitants, mais avait plutôt pour but d'éviter des conflits d'intérêts et des rivalités entre les conquérants. Cela se passait il y a longtemps. Depuis lors, les deux parties du Cameroun ont suivi leur chemin distinct bien que, lorsque l'Accord de tutelle fut signé, il y ait eu une occasion de les réunir. On n'en fit rien et, bien que l'unification reste possible dans l'avenir, il n'y a pas là un problème immédiat.

En tout cas, la séparation actuelle du Cameroun en deux parties n'empêche la réalisation des objectifs du système de tutelle pour aucune des deux. Malheureusement, à l'intérieur même de la partie du Cameroun qui est sous administration britannique, il y a une autre division encore, entre le Nord et le Sud, qui sont séparés par le territoire de la Nigeria. Comme on le sait, dans le passé, un désir s'est parfois exprimé, au Cameroun et au cours des discussions des Nations Unies, quant à l'unification du Nord et du Sud. Outre les difficultés d'ordre pratique considérables et les différences religieuses et ethniques, l'opinion dans le Nord est nettement opposée à une administration commune avec le Sud. D'autre part, dans le Sud - dans une faible mesure - l'opinion semble être favorable à l'unification de l'administration; mais elle est essentiellement provoquée par le désir d'arriver à une union plus étendue entre les deux Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française. De plus, les réfugiés politiques provenant du Cameroun sous administration française et les rivalités locales, dans le Sud, expliquent largement cette tendance. Mais on doit se rappeler qu'à la dernière conférence constitutionnelle, en 1954, l'opposition vigoureuse du Nord a été un facteur décisif et que toutes les organisations politiques sont tombées d'accord pour maintenir la division actuelle.

M. Jaipal (Inde)

Les membres du Conseil se rappelleront que les Missions de visite, dans le passé, ont également attiré l'attention sur la crainte que l'on a, dans le Nord, à l'égard du Sud plus avancé et du désir des populations du Nord de rester unies à la région septentrionale de la Nigeria, ce qui sauvegarde davantage l'unité des forces ethniques et sociales.

Il nous semble, par conséquent, que tout changement de cet accord éminemment pratique irait à l'encontre de la paix et du bon ordre, qui sont essentiels à ce stade important de l'évolution constitutionnelle du Territoire. Nous devons être satisfaits à la pensée que cet accord correspond aux désirs des populations et que, dans le cadre plus large de la Fédération nigérienne, une grande mesure d'unité a, en fait, été atteinte. Cela n'empêche pas, évidemment, une association future quelconque de ce pays avec le Cameroun sous administration française; cette association pourrait être amenée, à un moment ou à un autre, par des facteurs d'ordre historique ou ethnologique ainsi que par une interdépendance économique. On peut également exprimer l'espoir que la France et la population du Cameroun sous administration française feront en sorte qu'aucune porte ne soit définitivement fermée quant à une association de cette nature dans l'avenir.

Nous n'avons pas beaucoup d'observations à présenter sur la situation économique et les autres conditions existant dans le Territoire sinon pour insister de nouveau sur le fait que toute nouvelle évolution doit être considérée dans le cadre plus large de la Nigeria avec laquelle le Territoire a une association très étroite et dont il dépend pour sa sécurité, ses finances et sa mise en valeur. Si le Cameroun du Nord est moins avancé que le Cameroun du Sud, c'est certainement parce que le progrès, dans la Nigeria du Nord, est généralement plus lent; cela est vrai pour tous ses aspects, qu'il s'agisse du mouvement des coopératives, du développement de l'instruction primaire ou de l'institution du vote des femmes. On est donc inévitablement amené à considérer ce Territoire sous tutelle dans le cadre de la Nigeria car ce n'est qu'ainsi que l'on a le tableau dans sa perspective réelle.

La dépendance financière du Cameroun du Sud à l'égard du Gouvernement fédéral ne doit pas nous préoccuper indûment car la faiblesse d'une unité est plus que compensée par la force de la fédération dans son ensemble.

Les investissements étrangers, dans le Cameroundu Sud, en thé cacao et bois, ont été considérés à juste titre comme un signe de stabilité du Territoire. Mais est-ce que les étrangers investiraient des capitaux dans cette région si, dans son ensemble, elle était instable?

Cette façon régionale d'examiner la situation doit également être recommandée lorsque l'on considère le progrès social et le progrès de l'enseignement. Au cours des dernières années, une classe moyenne africaine s'est créée; elle a des préoccupations politiques et culturelles et elle fournit des chefs éclairés quant aux méthodes démocratiques modernes applicables à tous les aspects du développement du Territoire. Son devoir essentiel sera de préserver et de renforcer la solidarité entre les tribus et l'unité sociale qui a été atteinte, pour des raisons d'ordre politique, sous la domination étrangère. Sa tâche sera également de supprimer les derniers vestiges du passé, qui se manifestent sous la forme du travail obligatoire, de la polygamie, de l'achat de l'épouse, du statut inférieur des femmes, etc.

Avant de terminer, je tiens à remercier l'UNESCO pour sa précieuse contribution à nos travaux et nous recommandons cette contribution à l'examen de la Puissance administrante.

Le représentant d'Haïti a émis l'avis que l'UNESCO, qui a quelque expérience en la matière, étudie le problème de l'enseignement dans une langue autochtone supplémentaire. Nous appuyons cette suggestion.

Enfin, nous tenons à remercier le Représentant spécial pour ses réponses prudentes, générales et nettes aux nombreuses questions que lui a posées ma délégation. Sans sa collaboration et sans l'aide de la délégation du Royaume-Uni, nous aurions certainement beaucoup moins bien compris les problèmes particuliers de ce Territoire et les résultats obtenus par l'Autorité administrante.

M. BARGUES (France): Il n'est pas inutile de revenir quelque peu en arrière pour apprécier à leur juste valeur les efforts déployés par l'Autorité administrante en vue de hâter l'évolution politique des populations du Cameroun sous administration britannique. En effet, le développement des institutions politiques ne peut en aucune manière être jugé, à une époque déterminée, sans tenir le plus grand compte aussi bien des conditions dans lesquelles ont été franchies au cours de ces dernières années les principales étapes de la route qui conduit à l'autonomie que du contexte plus général, tant économique que social, dans lequel se situe cette évolution politique.

Les nouvelles dispositions constitutionnelles et administratives introduites en 1954 et qui ont été consolidées en 1955, en vue de souligner davantage encore le caractère fédéral du Cameroun du Sud, dont on sait qu'il possède maintenant ses propres organes exécutifs et législatifs, - la création d'un Ministère des Affaires du Cameroun septentrional, - la mise sur pied d'un comité consultatif pour cette partie du Territoire sous tutelle, dont le rôle est de signaler à l'attention du Conseil exécutif de la région du Nord les besoins particuliers du Cameroun septentrional et de lui adresser des recommandations, - l'institution du suffrage universel des adultes et la tenue d'élections directes, - les innovations apportées dans le domaine de l'administration locale en vue de réorganiser sur une base plus stable et surtout plus démocratique les autorités indigènes, - la formation d'autochtones capables d'occuper des postes d'autorité, - la création en fin 1955, dans le domaine judiciaire, d'une Cour suprême fédérale, qui connaît des appels contre les décisions des tribunaux supérieurs, ont été les étapes principales du chemin suivi par le Cameroun britannique vers la capacité de s'administrer lui-même.

A cet égard, je ne crois pas qu'il soit sans intérêt de rappeler qu'au cours de la dix-septième session, le Conseil a, de lui-même, estimé que ces dispositions constitutionnelles représentaient un progrès politique important pour l'ensemble du Territoire et surtout pour le Cameroun méridional. On se souvient en effet qu'à cette époque le Conseil n'avait pas ménagé ses éloges à la Puissance administrante, notamment en ce qui concerne le statut fédéral accordé au Cameroun méridional et la création d'un Ministère pour les affaires du Cameroun septentrional. De leur côté, les membres de la mission de visite qui s'est rendue à cette époque dans le Territoire ont alors estimé qu'étant donné les progrès rapides accomplis dans le domaine

M. Barques (France)

politique, c'était désormais sur le plan économique et social que devraient porter principalement les efforts de l'Autorité administrante. Or, la lecture du rapport de cette année, ainsi que les éclaircissements fournis par la délégation britannique témoignent de ce que l'Autorité administrante, loin de se trouver satisfaite de ces premiers résultats, consciente du fait que ces différentes étapes ne sont que les maillons d'une longue chaîne dont l'aboutissement sera l'autonomie ou l'indépendance, n'a pas ménagé ses efforts en vue de poursuivre, sinon de parachever, l'oeuvre entreprise.

En effet, la dissolution, le 29 décembre dernier, de la Chambre d'Assemblée du Cameroun méridional qui, selon les dispositions de la Constitution de 1954, a voté, au cours de l'année suivante, c'est-à-dire en 1955, toute une série de lois fort utiles, les élections qui ont eu lieu à la Chambre d'Assemblée du Nord au cours de l'année dernière et qui furent, on s'en rappelle, organisées par circonscription et non plus par province, ainsi que, tout récemment, la tenue d'élections générales dans les deux parties du Territoire, ont marqué la détermination de l'Autorité administrante d'aborder la conférence constitutionnelle qui se tiendra à Londres dans peu de semaines dans des conditions telles qu'aucun doute ne soit permis sur le caractère représentatif et démocratique d'assemblées locales, ainsi que sur l'approbation des populations aux différentes modifications d'ordre constitutionnel.

Je dois le dire sans ambages, une telle politique, menée avec constance et sagesse, témoigne du désir de l'Autorité administrante de satisfaire les aspirations de ces populations avec le même succès que dans l'ancien Togo britannique. Ma délégation exprime le souhait que les mérites de cette politique soient clairement reconnus par le Conseil et que le Comité de rédaction ne manque pas de décerner sur ce point à la Puissance administrante les éloges qui lui sont dus.

Dans le domaine économique, les lignes d'action de la politique de l'Autorité administrante n'ont guère varié, non plus d'ailleurs que la structure des activités. Basée sur une agriculture de caractère relativement familial, et dans une certaine mesure sur l'élevage, l'économie du Cameroun sous administration britannique demeure malheureusement fragile et vulnérable. Il s'agit principalement d'une économie agricole de subsistance. En effet, si l'on étudie le revenu national du Cameroun sous administration britannique, on constate aussitôt qu'il est

M. Bargues (France)

entièrement formé par le travail des fermiers. C'est là que réside la base principale d'une économie qui n'en est qu'au premier stade de son développement : la population cultive les terres dont elle peut disposer pour obtenir les denrées alimentaires qui lui sont nécessaires.

Bien qu'il soit de moindre importance, sinon même réduit, on doit constater qu'il existe cependant un autre secteur de l'économie camerounaise, je veux parler des cultures de rapport destinées à l'exportation, dont la Cameroon's Development Corporation assure la plus grande part. Ce secteur mérite en effet d'être mentionné pour la double raison qu'il commence de fournir au Territoire une partie des ressources qui lui sont nécessaires pour assurer les améliorations des services de prévoyance sociale souhaitées par le Conseil de tutelle et l'Autorité administrante et parce qu'il constitue un domaine où cette dernière intervient beaucoup plus efficacement que dans de multiples petites exploitations familiales. N'a-t-on pas pu aller jusqu'à estimer à 25 pour 100 des recettes du Territoire les impôts payés par la Cameroon's Development Corporation ? C'est dire toute l'importance du contrôle exercé par le gouvernement sur les activités de cette puissante société dont les entreprises commerciales sont et doivent continuer d'être entièrement dirigées dans l'intérêt des habitants.

Il en est de même des quelques autres sociétés commerciales qui, à côté de la C.D.C., apportent leur contribution à l'économie en même temps qu'elles assurent des bénéfices à leurs actionnaires. A cet égard, la délégation française a été heureuse d'entendre confirmer que tous les bénéfices de ces grandes compagnies demeurent dans le Territoire, soit sous la forme de développement de leurs biens, soit sous la forme des salaires qu'elles versent sur place à leurs employés, soit enfin sous la forme des impôts payés au gouvernement local. Pour répondre aux critiques adressées à l'Autorité administrante sur un point aussi essentiel, il ne serait pas inutile que mention soit faite par le comité de rédaction des assurances apportées à cet égard par la délégation de la Puissance administrante.

Toujours dans le domaine économique, ma délégation aimerait féliciter l'Autorité administrante des résultats obtenus en ce qui concerne la production des cultures vivrières, l'amélioration des pâturages et du cheptel, la conservation et l'exploitation rationnelle des ressources forestières. Ces premiers succès, qui témoignent de ce que les Autorités locales ont tenu compte des recommandations de

M. Bargues (France)

la Banque internationale, prennent un sens tout particulier dans une conjoncture économique rendue délicate par la dépression actuelle des cours mondiaux de certains produits comme le cacao.

Il convient également de louer l'administration pour la persévérance dont elle fait preuve dans le domaine de la recherche géologique et de l'exploitation minière. Les ressources en devises que procure au Territoire l'exportation de certains minerais rares, tels la colombo-tantalite, le rutile, ou même la cassitérite, ne sont certes pas négligeables et l'on est en droit de penser que le Cameroun sous administration britannique, dont certaines structures géologiques sont très semblables à celles d'autres régions d'Afrique où l'on découvre sans cesse de nouvelles richesses minières, peut se prévaloir lui aussi d'une vocation minière, sinon même un jour industrielle, permettant, grâce à la découverte de nouveaux gisements, d'affranchir son économie d'une tutelle parfois trop lourde.

Dans le domaine social et de l'enseignement, force est également de constater l'amélioration constante et progressive du niveau de vie des populations. La situation démographique et l'état sanitaire général dont les courbes statistiques accusent une augmentation constante reflètent les progrès enregistrés depuis un an en matière d'alimentation, qui sont généralement la conséquence des efforts déployés par l'Administration en vue de développer la pisciculture et la conservation de la viande.

Il en est de même des conditions de l'habitat et de la santé publique où des progrès notables ont également été réalisés.

En conséquence, la délégation française estime que le Conseil devrait exprimer sa satisfaction des conditions dans lesquelles le Cameroun britannique est actuellement administré et encourager la Puissance administrante à suivre la voie qu'elle s'est tracée et qui est celle du progrès.

Je ne saurais terminer ces brèves remarques, Monsieur le Président, sans demander au représentant du Royaume-Uni et au Représentant spécial d'accepter les remerciements et les félicitations de ma délégation pour l'obligeance et la compétence qu'ils ont déployées en fournissant de très intéressantes précisions à la suite des questions qui leur ont été posées.

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Il est dit, dans le rapport annuel si complet et si détaillé qu'a présenté l'Autorité administrante, que le principal problème qui se pose au Cameroun sous administration britannique provient de la faible densité de la population et du relief du pays. L'Autorité administrante ne peut passer sous silence ou éliminer de tels obstacles à l'évolution du Territoire. Elle doit en tenir compte et aider la population à combattre du mieux possible ces difficultés.

Ma délégation, qui suit depuis dix ans les progrès réalisés par le Territoire, estime qu'il est indispensable de tenir compte de ces obstacles importants. Le Représentant spécial a très bien décrit les difficultés physiques qui existent en parlant de la construction du réseau routier.

Je n'ai rien à ajouter, en ce qui concerne la conférence constitutionnelle proposée et qui intéresse la Fédération de la Nigeria comme le Territoire sous tutelle, à ce que ma délégation a déclaré au cours de la dix-septième session du Conseil. Il est clair que les responsables des deux parties du Territoire sous tutelle qui participeront à la conférence auront toute latitude d'exprimer leur point de vue. Nous avons pleinement confiance en la capacité de l'Autorité administrante de créer les conditions nécessaires, au cours de cette conférence, pour permettre aux désirs de la population de s'exprimer librement. Nous savons que des opinions divergentes ont cours dans le nord et dans le sud en ce qui concerne l'évolution constitutionnelle et il est certain que cette conférence politique devra persuader les chefs du peuple camerounais d'étudier très attentivement la situation pour voir où résident exactement les intérêts de la population. On peut donc s'attendre à voir tous ces problèmes étudiés au cours de la conférence qui aura lieu le mois prochain et je ne pense pas que le Conseil de tutelle puisse contribuer à la solution des questions qui se poseront en exprimant son avis personnel à leur égard. Nous préférons réserver nos commentaires jusqu'au moment où les résultats de la conférence seront connus et où le Conseil en aura été averti.

Le progrès politique réalisé au Cameroun a consisté, au cours de l'année 1955, à consolider les réformes décidées en 1954, comme les orateurs qui m'ont précédé l'ont d'ailleurs relevé. Un pas en avant a été fait le mois dernier dans cette voie lorsque des élections ont eu lieu pour désigner les membres de l'Assemblée

du Cameroun-Sud. Le Conseil de tutelle n'a pu manquer de constater ce progrès. Des listes électorales ont été établies, le vote a eu lieu au scrutin secret, et il ne reste donc plus qu'à étendre ce principe à de nouveaux domaines. Tous les renseignements dont dispose le Conseil semblent prouver que la Constitution de 1954 a d'heureux effets. Des groupes politiques et des partis se sont constitués d'une manière normale et selon des principes satisfaisants. La participation limitée des femmes à la vie politique est un problème social plutôt que politique. Néanmoins, l'entrée en vigueur de la clause selon laquelle les femmes qui paient des impôts ont le droit de voter indique qu'il sera possible d'étendre le droit de vote aux femmes, d'une manière générale, et que la coutume ne s'y oppose pas. A cet égard, ma délégation voudrait exprimer l'espoir qu'une femme sera de nouveau nommée, dans la nouvelle législature, pour représenter certains intérêts particuliers au sein de l'Assemblée.

En ce qui concerne le gouvernement local, nous avons noté avec intérêt que les principes démocratiques gagnent du terrain et que la population des districts de Bamenda, de Victoria et de Mamfe les a acceptés. En effet, dans ces trois districts, les conseils sont maintenant élus au scrutin secret.

Un autre pas en avant dans la voie du progrès a été réalisé en ce qui concerne les élections à l'Assemblée dans le Cameroun-Nord. En 1956, ces élections ont eu lieu par circonscriptions. La population du Nord y a trouvé l'avantage que la représentation était ainsi plus directe et correspondait mieux qu'auparavant à la réalité politique et géographique. L'étude des dispositions politiques constitutionnelles montre que, dans le Territoire, les Camerounais sont, de plus en plus, chargés des responsabilités du développement des ressources et de la mise en oeuvre de la politique courante. A cet égard, il ne faut pas oublier que les recommandations émises par le Conseil de tutelle sont destinées, en fait, à des ministres autochtones, et nous ne devons pas perdre de vue les ressources dont ils disposent. L'économie du Cameroun est avant tout agricole. Les ressources minérales sont rares et les quelques industries qui existent sont surtout à base agricole.

La baisse des prix et la revision du taux des salaires ont posé des problèmes budgétaires difficiles au nouveau gouvernement. M. Endeley et ses collègues doivent être félicités de la manière dont ils ont su rassembler les ressources existantes et les répartir selon les besoins. Le Gouvernement du Cameroun-Sud peut, comme l'Autorité administrante, se féliciter des résultats de la campagne destinée à encourager les investissements outre-mer, car les effets, depuis 1955, s'en sont fait rapidement sentir. Les entreprises pour la production du cacao, du thé et du bois seront suivies de près par les personnes susceptibles d'investir des capitaux. Il est donc important que les plans actuellement mis en oeuvre aboutissent, et nous sommes persuadés que l'Administration leur donnera tous les encouragements nécessaires.

Le Conseil a reconnu l'importance de la Cameroons Development Corporation pour l'avenir du Territoire, étant donné l'exemple qu'elle offre sur le plan technique et la contribution qu'elle apporte au pays. Il s'agit donc d'une société fort utile. Il semble qu'en réorganisant ses finances, la Corporation pourra contribuer davantage encore à l'alimentation de la caisse centrale du Territoire. C'est donc avec intérêt que nous suivons l'activité du gouvernement fédéral à cet égard, sur la base des études entreprises depuis l'année dernière.

En lisant le rapport de la Corporation pour l'année 1955, on peut constater la contribution apportée par cette société tant sur le plan économique et social qu'en matière de santé publique, ses propres employés en étant évidemment les premiers bénéficiaires. Des cours de formation sont organisés, qui permettent à ces employés de gravir les échelons supérieurs, et cet aspect de l'activité de la Corporation, découlant des dispositions de son statut, n'est certes pas négligeable.

Nous sommes d'avis que les ressources de la Corporation, dans le domaine social, devraient si possible déborder le cadre actuel.

Le Southern Cameroons Development Board, quoique déjà établi lors des derniers débats du Conseil sur la situation dans le Territoire, n'avait pas encore à ce moment-là commencé ses fonctions. Ses débuts, en 1956, ont été des plus encourageants et l'aide donnée au mouvement coopératif par le Board sera certainement approuvée par le Conseil. Ainsi que l'avait prédit le Brigadier Gibbons l'année dernière, les coopératives ont soulevé dans le sud un intérêt de plus en plus marqué. Cela doit être un encouragement pour ceux qui essaient d'intéresser la population de la partie Nord du Territoire au mouvement des coopératives. Cependant, les facteurs humains et économiques modifient quelque peu la nature du problème, et il serait peu réaliste de s'attendre là à des résultats de la même ampleur. Nous supposons que, dans le Nord, l'aide aux coopératives est apportée dans le cadre des comités provinciaux locaux et que les prêts accordés sont sans doute équivalents à ceux fournis dans le Sud par le Production Development Board.

Ma délégation a noté avec intérêt que, parmi les Bakweri, l'Union coopérative des fermiers a accru le volume et la valeur de ses produits. Le Conseil s'était, dans le passé, particulièrement intéressé aux perspectives économiques de la population Bakweri et il est encourageant de constater que certains de ses membres, tout au moins, profitent des avantages offerts par le mouvement coopératif. Le Représentant spécial avait donné, à cet égard, une réponse très intéressante à la question posée par le représentant d'Haïti au sujet de la situation dans laquelle se trouvent les Bakweri. Le Représentant spécial avait dit alors qu'il y avait eu un changement d'attitude important parmi la population, justifiant un nouvel examen du problème par les autorités.

Heureusement, le Territoire sous tutelle reçoit un appui financier substantiel, tant du Gouvernement fédéral que de l'Autorité administrante, aux termes du Colonial Development and Welfare Act. Dans le plan quinquennal s'étendant jusqu'à 1960, sur les 1.330.000 livres prévues, la part du lion est consacrée au développement du réseau routier. Ma délégation a été favorablement impressionnée, ainsi que le Conseil, j'en suis sûr, par la manière ferme dont le problème des communications a été traité. Le Gouvernement fédéral est prêt à dépenser trois quarts de million de livres pour les routes principales, et le Development and Welfare Funds pense y consacrer la somme de 600.000 livres. Il n'est donc pas

difficile de comprendre pourquoi le Représentant spécial nous dit que la question financière ne pose pas, maintenant, de problème pour le développement du réseau routier. En tant qu'Autorité administrante du Samoa, le Gouvernement néo-zélandais a une expérience pratique des effets du développement des routes sur la production, et ma délégation comprend parfaitement bien les raisons pour lesquelles le Gouvernement du Cameroun et les autorités de la région du Nord consacrent tant de temps et d'argent au développement des communications.

Le Conseil prendra note également, dans le domaine économique, de la décision de doter le Territoire de cartes établies au moyen de relevés aériens, ainsi que de procéder à la recherche de pétrole.

Le développement sanitaire a réalisé de notables progrès, dans l'ensemble du Territoire, au cours de la période que nous examinons. La construction d'hôpitaux a été financée par le Colonial Development and Welfare Fund. En 1956, on a ouvert trois hôpitaux comptant chacun 170 lits et on a commencé d'en construire un quatrième. Des fonds supplémentaires ont été accordés à la région du Nord par le Gouvernement de cette région pour un plan de développement de cinq ans, programme qui, nous le soulignons, fait suite à une recommandation du Conseil. La campagne médicale contre le pian, l'enquête générale sur les conditions sanitaires et le dépistage des cas de lèpre, de maladie du sommeil et d'autres maladies se poursuivent toujours plus activement. Il y a, c'est certain, un grand travail à accomplir dans le domaine de l'instruction sanitaire, mais la politique du Gouvernement est, je crois, d'arriver à obtenir la coopération de la population en enseignant de simples règles d'hygiène élémentaire et personnelle.

Toutefois, cette méthode ne peut se développer plus rapidement que l'instruction générale et la lutte contre l'analphabétisme. Il est évident que des progrès réguliers ont été obtenus dans la construction des écoles, dans la formation des instituteurs et dans l'instruction pour les adultes. L'enseignement se poursuit de façon irrégulière, mais, dans le domaine de l'instruction des femmes, des progrès importants ont été accomplis au cours des derniers mois. Le Conseil devrait prendre note de l'ouverture d'une école secondaire pour filles dans le Sud et de l'institution de cours post-primaires pour filles, dans le Nord. Le Conseil pourrait également prendre acte du rôle important joué par la Mission

dans le développement des moyens d'instruction et, notamment, dans les facilités accordées pour l'enseignement donné aux filles dans le Territoire.

L'importance accordée au développement de l'enseignement est reflétée par le pourcentage du budget consacré à l'enseignement. En 1955, 22 pour 100 des dépenses totales étaient consacrés à l'enseignement. C'est une proportion appréciable mais, si l'on considère que le développement de l'instruction n'a pas pu suivre le rapide développement politique, nous estimons qu'il serait bon de consentir lorsque c'est possible, certains sacrifices dans d'autres domaines afin d'accroître les sommes allouées à l'enseignement.

La modification, en 1955, de l'enseignement primaire, le faisant passer de quatre à six ans, sera bien accueillie par le Conseil. Le fait que les inscriptions d'élèves aient augmenté de 29 pour 100 en 1955, par rapport à 1954, est également encourageant. Nous espérons que l'Administration poursuivra ses efforts afin d'obtenir des fonds des autorités locales, dans le Sud en particulier, afin de pouvoir faire face aux besoins financiers nouveaux découlant d'une augmentation croissante du nombre des élèves. Cela représentera un grand effort au niveau administratif et exigera peut-être le renforcement du personnel du Département de l'instruction. Le personnel enseignant travaillant dans le Territoire a régulièrement progressé, en nombre et en qualité, et, en 1955, le nombre des inspecteurs a été notablement renforcé.

Dans la région Nord du Territoire, la population ne porte qu'un faible intérêt à l'enseignement, pour des raisons qui sont connues du Conseil. Nous espérons, cependant, que les efforts faits pour améliorer la situation seront poursuivis, car, une fois les obstacles principaux surmontés, la demande ira sans doute en s'accroissant.

L'assistance technique est accordée à un nombre considérable d'industries. La transformation du centre rural d'enseignement de Bambui en un institut d'agriculture, par exemple, a démontré l'importance de l'enseignement, de méthodes agricoles modernes dans un Territoire qui dépend en grande partie de l'agriculture.

Enfin, dans le domaine important de la formation d'instituteurs, nous devons noter que les salaires ont été augmentés en 1955, ce qui a facilité le recrutement de personnes qualifiées.

MCB/6

T/PV.776
- 29/30 -

M. Thorp (Nouvelle-Zélande)

Je voudrais, en terminant, remercier le Représentant spécial et le représentant du Royaume-Uni pour la courtoisie qu'ils ont manifestée en répondant à mes question et pour les renseignements détaillés qu'ils ont fournis à ma délégation ainsi qu'aux autres membres du Conseil.

M. DORSINVILLE (Haïti) : Comme pour la plupart des autres territoires africains, une réponse doit être trouvée à brève échéance à la question de savoir quel est l'avenir politique du Cameroun sous administration britannique. Ici comme ailleurs, et peut-être même d'une façon plus dramatique, nous retrouvons un tableau familial : c'est-à-dire un assemblage de peuples aux langages divers, dans une région donnée, dont les frontières arbitraires constituent un défi au bon sens, parce que les préoccupations immédiates qui ont présidé au tracé avaient emprunté leur impératif à des considérations absolument étrangères aux populations elles-mêmes.

Et maintenant que celles-ci sont éveillées et sondent leur avenir, elles se trouvent en présence de situations pour lesquelles il n'est pas souvent aisé de trouver des solutions satisfaisantes.

Si l'on examine la carte du Cameroun sous administration britannique, nous voyons le pays coupé en deux, la Province nigérienne de l'Adamawa s'enfonçant comme un coin, jusqu'à rencontrer le Cameroun sous administration française. Et l'on peut s'expliquer, en vérité, la réponse faite par l'aristocrate Lamido au Président de la Mission de visite de 1955 lui parlant de l'unification des zones britannique et française. Il disait : "Pourquoi veut-on que nous cédions de nos terres ? Pourquoi ceux de l'Adamawa français ne viendraient-ils pas à nous ? Nous serons très heureux de les accueillir".

Qui plus est, le coin de la province nigérienne enfoncé dans le territoire ne sert pas de démarcation entre le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional, puisque de part et d'autre du territoire nigérien se trouvent des portions du Cameroun dit septentrional, y compris la petite région de Bénoué. C'est cet ensemble, et l'Emirat de Dikwa, qui désirent confondre leurs destinées avec la Nigeria, alors que, dans le Cameroun méridional où la réforme constitutionnelle de 1954 a introduit une large mesure d'autonomie, on est à s'interroger sur la forme que prendront les relations avec la Fédération.

Il n'est peut-être pas inutile de souligner que si, dans la partie septentrionale, les autorités autochtones, que ce soit le Lamido de l'Adamawa, l'Emir de Dikwa, le Ministre chargé des affaires du Territoire sous tutelle au Conseil exécutif de la Région du Nord, ou tel membre de la House of Assembly,

sont unanimes dans l'expression de leur volonté de se séparer de la partie méridionale, ils le font en représentants d'une véritable oligarchie, en s'appuyant sur la force de la tradition qui leur reconnaît le droit de décider souverainement au nom des masses. Ils ont été francs, comme la Mission de visite a été franche en soulignant qu'il serait bon aussi que soit envisagée la possibilité d'une consultation directe et éclairée de la population.

C'est pourquoi la Mission de visite a cru devoir conseiller une marche prudente. Au paragraphe 122 de son rapport, on peut lire ceci :

"La Mission est d'avis que pour ce qui est du rattachement intégral du Cameroun septentrional à la région du Nord de la Nigeria, de l'unification administrative des Cameroun septentrional et méridional et, enfin, de l'unification des deux Territoires sous tutelle, il faut éviter toute décision hâtive. Il est indéniable que, dans sa grande majorité, la population se désintéresse de ces questions et n'a pas conscience de leurs conséquences politiques."

Et plus loin :

"Les populations ne doivent pas être irrévocablement poussées à accepter des décisions politiques précipitées. Il faut les éduquer et encourager les contacts, de façon à développer un esprit de solidarité sociale sinon nationale, qui leur permette de décider de leur avenir en toute connaissance de cause."

La délégation d'Haïti croit que ces propositions sont toujours valables. En effet, un problème politico-social analogue à celui signalé pour la partie septentrionale du Cameroun sous administration française se retrouve dans le Cameroun sous administration britannique. Je veux parler des populations animistes. Quoique, certainement, l'on puisse atténuer certaines teintes du tableau et présenter une image moins sombre que celle recueillie à la lecture de quelques paragraphes du chapitre social du rapport de l'Autorité administrante pour l'année 1955 - car les progrès sont incontestables d'année en année - le représentant d'Haïti demeure persuadé qu'il faudra un peu de temps pour que ces populations animistes puissent affirmer leur voix dans les divers Conseils. Cela dépendra autant de leur évolution propre que des dispositions de la classe dirigeante à leur égard.

M. Dorsinville (Haïti)

En ce qui concerne la partie méridionale, le Kamerun National Congress, qui est revenu au pouvoir, est bien informé que la route qu'il a choisie est pleine de difficultés, tant dans le domaine de l'unification administrative que de l'unification des deux Territoires. Comme le soulignait M. Endeley lui-même, ces questions empruntaient leur importance au fait que le Cameroun méridional était un petit territoire, qui avait rompu ses liens politiques avec la région orientale de la Nigeria et que la Conférence de Londres - originellement prévue pour 1956 - pouvait avoir pour résultat une séparation complète entre les composants de la Fédération, auquel cas le Cameroun méridional serait abandonné à lui-même.

La situation rappelée ci-dessus n'a pas changé essentiellement. Le Kamerun National Congress est revenu au pouvoir à la suite des récentes élections, avec le bénéfice de deux années d'expérience du régime d'autonomie institué en 1954. Dans tout pays où s'exerce normalement le jeu démocratique, ce résultat ne peut être interprété que comme un témoignage de confiance à l'égard du parti et de son leader.

A propos, n'est-il pas opportun de souligner que s'il était besoin d'une preuve que l'union administrative ne signifie pas nécessairement intégration politique, nous la trouverions dans la situation du Cameroun méridional, qui continue de manifester sa détermination de maintenir son gouvernement propre, alors que la tendance contraire semble continuer de prévaloir dans la partie septentrionale.

L'Autorité administrante a sans doute une préférence, si nous nous en rapportons à ce qu'a laissé échapper le représentant du Royaume-Uni. Il disait, en effet, en parlant de la prochaine Conférence de Londres :

"Les problèmes que la Conférence devra examiner sont à la fois d'une extrême importance et d'une extrême complexité; ceux auxquels doit faire face le Gouvernement du Cameroun du Sud ne sont pas moins importants et compliqués. Pour notre part, nous espérons, bien entendu, que les représentants du Cameroun du Sud continueront de croire, comme nous-mêmes, que leurs intérêts seront le mieux sauvegardés à l'avenir par le maintien de leur association étroite avec la Fédération de la Nigeria."

DD/7

T/PV.776
- 34/35 -

M. Dorsinville (Haïti)

Il serait téméraire, certes, pour la délégation d'Haïti, de spéculer sur les résultats de la Conférence. Nous nous montrerons circonspects et nous nous contenterons de reprendre à notre compte ces autres paroles du représentant du Royaume-Uni :

"Nous espérons tous que les représentants de la Nigeria et du Cameroun se rendront à la Conférence avec ce sens élevé des responsabilités qui a caractérisé des conférences semblables dans le passé."

Les dernières élections ont eu lieu au collège unique et au scrutin secret. A cette occasion, il a été permis aux résidents du Cameroun septentrional, et même aux personnes qui ne sont ni sujets britanniques ni protégés britanniques, de participer aux élections. Cette décision a été prise certainement après mûre réflexion, puisque la Mission de visite de 1952 et celle de 1955 avaient fait état de la question de l'octroi du droit de vote aux non-originaux et que le Conseil lui-même s'en était préoccupé.

La délégation d'Haïti s'en tient toujours à sa position de principe au sujet de l'octroi de droits politiques aux étrangers. Elle reconnaît volontiers que des facteurs particuliers peuvent avoir dicté la décision prise par le Gouvernement du Cameroun méridional, mais nous savons déjà qu'à cette occasion certains éléments se sont plaints d'une discrimination à leur égard, malgré le caractère extrêmement libéral de cette mesure.

Si l'on admet que les représentants du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional jouiront de toute la latitude voulue pour déterminer leur avenir politique de concert avec l'Autorité administrante, l'on voudra bien reconnaître que "c'est vers l'amélioration des conditions économiques, sociales et de l'enseignement que doivent tendre surtout les efforts des autorités des deux parties du Territoire", pour reprendre l'observation de la Mission de visite de 1955.

Le Représentant spécial nous a dit qu'une fois que la situation constitutionnelle aura été réglée, on verra que le nouveau gouvernement n'aura pas de grandes ressources financières. La chute des prix sur les marchés mondiaux, l'élévation du coût des services par suite d'une révision de l'échelle des salaires et autres augmentations, ont placé le Gouvernement du Cameroun méridional dans une situation difficile. Le gouvernement a dû remettre à des jours meilleurs l'exécution de plans extrêmement souhaitables pour se concentrer sur les réalisations essentielles dont dépend l'avenir du Territoire. C'est bien là un sombre tableau et nous en sommes d'autant plus fâchés que nous nous rappelons l'enthousiasme avec lequel les Autorités du Cameroun méridional regardaient l'avenir en faisant part de leurs plans.

Il est fort regrettable que les intempéries aient en partie détruit la production bananière, que la production du caoutchouc soit légèrement inférieure par rapport à l'année 1954, de même que celles du cacao et du thé, ce dernier

étant d'introduction récente. L'on peut espérer que les effets des conditions adverses seront surmontés, que les nouvelles plantations seront bientôt en plein rendement, qu'une meilleure préparation du cacao permettra à ce produit de lutter à chances égales sur le marché mondial. Nous avons noté que l'huile de palme est en augmentation, de même que la production caféière.

La Cameroons Development Corporation, comme on le sait, domine la vie économique du Cameroun méridional. Il nous a été agréable d'apprendre que, selon les recommandations de la Banque internationale, une réorganisation comptable a été entreprise et se poursuit, et que, en raison des projets d'extension des activités de la Corporation, le Gouvernement fédéral a ordonné une étude spéciale portant sur ses opérations. Nous espérons que le prochain rapport de l'Autorité administrante contiendra tous les renseignements voulus.

Bien que la Corporation soit parfois l'objet de critiques voilées, l'on se rend généralement bien trop compte de ce qu'elle représente dans la vie économique du pays pour lui vouloir malement. Un contrôle sérieux et régulier de la part du gouvernement ne peut que restreindre au minimum tous gaspillages ou abus auxquels pourrait être tentée de se laisser aller une entreprise de cette envergure, sûre de sa puissance. C'est pourquoi nous aimerions voir aboutir à un règlement satisfaisant la vieille question bakweri. Nous en avons l'espoir en nous rappelant ce que disait le Représentant spécial au sujet des coopératives.

Nous avons appris avec un vif intérêt que le Southern Cameroons Production Development Board est en pleine activité depuis la fin des négociations et le règlement des comptes avec la Eastern Region Production Development Board. Nous avons eu l'occasion de visiter la plantation de café à Santa et en avons conservé la meilleure impression. Vu les pouvoirs étendus du Board, il est appelé à jouer un rôle des plus importants dans le développement économique du territoire méridional.

L'essor des coopératives est remarquable, puisque, dans la seule année 1955, le nombre est passé de 60 à 73 et que 8 autres étaient en voie de constitution. La Mission de visite de 1955 a eu des contacts répétés avec les membres des coopératives qui, d'ailleurs, tenaient à ce moment-là leur premier congrès annuel. Ils se montraient très enthousiastes de leur succès.

L'on sait que l'économie de la partie septentrionale est différente de celle de la partie méridionale. L'élevage y règne en maître. Et, au moins jusqu'à très

M. Dorsinville (Haïti)

récemment, il n'y avait pas d'autres cultures que celles de subsistance. Maintenant, le coton et le café semblent promettre comme cultures commerciales.

Nous voudrions voir l'Autorité administrante exercer des efforts bien définis dans l'extension de la culture maraîchère et des arbres fruitiers, à l'occasion de ses campagnes de reboisement, et ceci en raison de la déficience de l'alimentation de l'autochtone en vitamines. Le rapport de l'Autorité administrante lui-même signale qu'on a introduit avec succès maints arbres exotiques qui nous sont d'ailleurs familiers : manguiers, citrus, arbres à pain, papailleurs. Je me suis hasardé à signaler l'azerole, "acerola" en espagnol, riche en vitamines, qui produit une sorte de cerise mais qui n'est pas le "cherry tree", comme je crois en avoir donné faussement l'impression l'autre jour.

La délégation d'Haïti a été très heureuse d'apprendre qu'un effort particulier est fait en vue d'améliorer le réseau routier. Le Représentant spécial nous a dit que ce n'est pas tant une question d'argent, mais d'obstacles physiques à surmonter dans le court délai des quatre mois par an pendant lesquels les équipes peuvent travailler dans le Cameroun du Sud. Ceux qui, comme nous, en ont fait l'expérience savent bien de quoi parlait le Représentant spécial. Ils ont aussi, comme nous peut-être, acquis la conviction qu'un outillage mécanique nombreux est nécessaire pour lutter de vitesse avec le temps et assurer une résistance plus grande des travaux aux intempéries.

Ceci est peut-être moins indispensable dans le Nord que dans le Sud, mais, toutes choses étant égales, nous croyons que malgré une main-d'oeuvre abondante, le procédé du "panier" devrait être abandonné et le rouleau compresseur être la règle. Nous avons parcouru maintes routes admirables construites par les Native Authorities avec l'aide bénévole de la population. Nous avons rendu hommage à leur coopération civique, mais nous ne pouvions nous empêcher d'évaluer ce que représentaient ces travaux en terme d'énergie humaine, souvent dépensée en de perpétuels recommencements. Nous continuons de penser que davantage doit être fait et entretenu à l'aide de machines. Il nous a donc été agréable d'apprendre que les parcs des travaux publics ont été substantiellement pourvus.

Nous aimerions que le prochain rapport de l'Autorité administrante indique non seulement le nombre de milles construits, mais aussi la distance entre les points à raccorder, de façon à donner une image plus précise du travail effectué

SLS

T/PV.776
-39/40-

M. Dorsinville (Haïti)

et de ce qui reste à faire. Si nous prenons, par exemple, le paragraphe 518 du rapport de l'Autorité administrante, nous voyons qu'une valeur de 480.000 livres est prévue dans le programme économique du Gouvernement fédéral pour la construction de la route Takum-Bissaula-Kamine. Le projet s'étend sur cinq ans : 1955-1960, mais le nombre de milles n'est pas indiqué. Plus bas, il est dit qu'avec l'achèvement de la même susdite route et la route Takum-Yola, le Nord et le Sud du Territoire seront reliés. Nous aimerions connaître le nombre total de milles qui aura été ainsi construit.

Mieux que nous, l'Autorité administrante sait ce que représente la route pour le développement économique du Territoire. Elle verra certainement dans les observations qui précèdent, plutôt qu'une critique négative, un témoignage d'intérêt et un encouragement de la part de quelqu'un qui a fait l'expérience personnelle des difficultés des terrains, tant dans le Sud que dans le Nord du Territoire.

Au point de vue social, la délégation d'Haïti ne pourrait que reprendre, avec peu de variantes, les observations d'ordre général faites en d'autres circonstances quand on en vient aux rapports entre les tribus qui vivent côte à côte mais demeurent séparées par les langues et les coutumes. Ce sont là deux barrières qui ne peuvent disparaître, du moins dans leurs manifestations les plus apparentes, que par le brassage des gens et des idées, brassage que le développement des routes et du transport accélérera, en amenant dans les régions les plus reculées ceux qui ont adopté un genre de vie nouveau et en provoquant chez ceux qui sont restés confinés dans leur petit monde le désir d'aller vers des horizons plus larges.

L'agent de l'Administration, qu'il soit le District Officer, ou l'instituteur ou le médecin, blanc ou noir, le missionnaire catholique ou protestant, doivent se multiplier, car il reste encore énormément à faire.

Au risque de lasser en me répétant, je mentionnerai encore une fois le cas des animistes qui vivent en refoulés, par suite de leur éviction des plaines par les conquérants foubés. Accrochés aux flancs des montagnes, ils ont développé une agriculture en terrasse qui fait l'étonnement de tous. Cependant, il faut les ramener au contact quotidien de la vie normale. C'est pourquoi l'Autorité administrante a établi cette colonie-pilote de Gwoza. Ma délégation a appris avec intérêt que le succès de ce projet est tel qu'il est question de l'étendre en allouant davantage de terre.

Le problème de la santé est évidemment lié aussi bien à l'alimentation, dont nous savons qu'elle est déficiente en vitamines, qu'à l'hygiène publique et à l'hygiène personnelle. Aucune abondance de médicaments, aucune facilité hospitalière, aucun afflux de médecins ne pourront arriver à vaincre la maladie si les règles élémentaires d'hygiène ne sont pas observées. Or si, dans la région méridionale, les grandes compagnies ont construit des habitations salubres pour leurs ouvriers et les incitent à adopter un certain genre de vie, ailleurs, la population est livrée pratiquement à elle-même et vit généralement dans des habitations inadéquates, dans une promiscuité propice à toutes les contagions. La Mission de visite de 1955 signalait, dans son rapport :

"L'Africain de la brousse n'a pas encore appris les règles élémentaires d'hygiène. Il ne sait pas se protéger contre les maladies. Certaines tribus vivent encore dans des conditions extrêmement primitives... la Mission espère que des mesures seront prises pour aider la population, surtout celle qui habite la brousse, à améliorer son régime alimentaire, ainsi que les conditions sanitaires de son habitat. Ce serait là des mesures préalables pour obtenir une solution efficace du problème de la santé publique ..."

Le pian, la tuberculose, les vers intestinaux, la lèpre sont des maladies communes. Nous avons vu la clientèle des hôpitaux, tant ceux du gouvernement que des missions dont l'oeuvre ne sera jamais assez louée. Nous savons quelle est la somme de dévouement qui est dépensée par tous pour le soulagement des souffrances humaines. Mais plus l'autochtone reconnaîtra les bienfaits de la science, plus la situation de ces hôpitaux et de ces dispensaires deviendra dramatique par manque de facilités et de personnel, car leur succès même souligne ce que la Mission de visite signalait, à savoir qu'il y a trop de malades pour les installations disponibles.

Nous avons donc été heureux d'apprendre que l'hôpital de Bamenda a été ouvert en 1956 et qu'un nouvel hôpital est en construction à Wum. Mais nous nous permettons d'insister sur l'oeuvre préventive qui est tout aussi importante et, en définitive, moins onéreuse, sur la pénurie de l'assistance médicale dans la brousse.

Dans le domaine de l'enseignement, il nous a été agréable de noter que 31 écoles primaires ont été ouvertes, mais toutes dans le Sud, si je ne m'abuse. Ce qui laisse entendre que, dans le nord du Territoire, déjà en retard dans ce domaine, la situation ne reste pas seulement la même, mais empire, en raison même de l'avance que continue de prendre le Cameroun méridional.

La délégation d'Haïti n'entrera pas dans les détails. Elle désire d'abord marquer sa satisfaction de voir que l'UNESCO a retenu l'observation de la Mission de visite de 1955 au sujet des difficultés linguistiques dans le Territoire et, tout particulièrement, de l'emploi d'une seconde langue vernaculaire avant de passer à l'enseignement de l'anglais. Elle sait gré à l'UNESCO de son offre de collaboration si le Conseil de tutelle manifestait le désir d'obtenir une étude approfondie de la question.

Bien que le représentant du Royaume-Uni ait paru reconnaître que l'enseignement du haoussa avant le passage à l'anglais soit dû au manque d'instituteurs versés dans les différentes langues vernaculaires plutôt qu'à une technique pédagogique bien fondée, ma délégation serait encore encline à solliciter l'avis autorisé de l'UNESCO afin d'éclairer complètement la question. Il n'est certes pas question, à notre sens, de convoquer à grands frais une réunion d'experts, comme celle tenue à Jos, mais seulement de déléguer quelqu'un, le cas échéant, dans le Territoire, pour faire cette étude.

Notre intérêt s'est accru à la lecture d'un passage de la communication d'un des experts à la Conférence de Jos. M. Cook, à la page 25 du document du Centre d'information du Département de l'éducation mis aimablement à notre disposition par le représentant de l'UNESCO, à dit, à propos des langues vernaculaires dans l'enseignement au Cameroun sous administration britannique :

"L'idéal serait que, dans toute la mesure du possible, l'enseignement fût dispensé dans la langue vernaculaire aux enfants en bas-âge et aux jeunes enfants. Or il semble que, dans cette région, en raison du très grand nombre de langues et de dialectes que l'on parle (souvent dans un seul village) et qui sont totalement incompréhensibles même d'un village à l'autre, le pidgin anglais devienne une langue franque. Les missions, qui dispensent presque tout l'enseignement primaire, emploient le pidgin au bout d'un an."

Le Conseil de tutelle a déjà fait connaître son avis, si je ne me trompe, sur l'emploi de cette langue bâtarde, le pidgin, dans l'enseignement. Nous l'avons entendu parler. Nous ne pensons pas que l'Autorité administrante lui ait donné aucune caution officielle. La délégation d'Haïti tient compte de l'intention déclarée de l'Autorité administrante de dispenser l'enseignement directement en anglais au Centre de formation pédagogique de Mubi, aussitôt que les élèves des écoles primaires supérieures y auront été admis.

La deuxième observation de la délégation d'Haïti porte sur la question des frais de scolarité. Ma délégation a toujours soutenu que demander à la population de payer des taxes scolaires au niveau de l'enseignement primaire, alors que les parents ne sont pas encore tous convaincus de l'utilité de l'instruction, est quelque peu contribuer à entraver le développement de l'instruction, malgré le succès apparent que l'on aura pu obtenir dans l'une ou l'autre région. Il semble

que l'expérience des années confirme ce point de vue, qui est d'ailleurs celui de la Mission de visite de 1955 et de l'UNESCO, puisque nous pouvons relever, au paragraphe 12 du document T/1304, la phrase suivante :

"L'UNESCO estime que la population comprendrait mieux la valeur du système consistant à confier aux autorités locales le soin d'assurer l'enseignement primaire, s'il était admis que cet enseignement doit constituer un service mis gratuitement à la disposition des enfants par la collectivité et si la population avait le sentiment d'exercer, dans une certaine mesure, un droit de regard sur les écoles."

L'UNESCO avait, auparavant, fait remarquer que les faits mentionnés dans le rapport de l'Autorité administrante n'indiquaient pas que la politique était appliquée avec succès, que les statistiques ne faisaient apparaître aucune augmentation rapide des dépenses ou, même, des ressources totales des autorités indigènes.

M. Dorsinville (Haïti)

Nous avons appris avec plaisir que le premier établissement secondaire pour filles a ouvert ses portes dans le Cameroun méridional. Nous y applaudissons et espérons voir augmenter sa clientèle chaque année. C'est là une contribution importante à l'évolution de la femme dans le Cameroun méridional.

Je ne voudrais pas clore ce chapitre sans rappeler l'agréable impression que m'avait laissée ma visite à l'Ecole de formation technique d'Ombé où j'ai eu le plaisir de remettre leurs diplômes aux diplômés de la première promotion. Mécaniciens, forgerons, peintres, électriciens, maçons, tous ces jeunes gens ont eu certainement un meilleur départ dans la vie que d'autres, grâce aux connaissances techniques acquises. L'Ecole, magnifiquement installée et outillée, rend d'incontestables services.

Telles sont les observations de la délégation d'Haïti sur la situation dans le Territoire du Cameroun sous administration britannique, situation qui a ses zones de clarté et ses demi-teintes. En assurant le représentant du Royaume-Uni de sa sincère appréciation des réalisations de l'Autorité administrante, qui s'appuie à bon droit sur la confiance et la bonne volonté des populations du Cameroun, la délégation d'Haïti est fermement persuadée que toute décision qui sortira de la prochaine Conférence de Londres sera le résultat d'un examen attentif et sympathique des moyens et des possibilités au regard des responsabilités éventuelles.

Au Représentant spécial, je demanderai de transmettre à ses collaborateurs mon meilleur souvenir et les vœux que je forme pour leur succès personnel et le bonheur de leurs administrés, de l'Atlantique aux confins du lac Tchad.

M. McGREGOR (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
La délégation des Etats-Unis désire féliciter la population du Cameroun pour le progrès qu'elle a accompli vers l'autonomie. La coopération entre ses dirigeants politiques et l'Autorité administrante britannique a été en tous points digne d'éloges. Dans ce Territoire, le régime de tutelle a, pratiquement, atteint son objectif. Il y a quelques jours, la Chambre d'assemblée de la Nigeria a adopté à l'unanimité une résolution demandant l'indépendance en 1959. Il s'ensuit que si cette date fixée est, directement ou indirectement, approuvée par la prochaine Conférence constitutionnelle de Londres, la question de la cessation du régime de tutelle pour le Cameroun britannique pourra bientôt être soumise aux Nations Unies. Lorsque ce moment viendra, ma délégation est certaine que la population du

M. McGregor (Etats-Unis d'Amérique)

Cameroun, aussi bien du Nord que du Sud, pourra librement choisir son statut futur.

Il est évident, d'après les observations des autorités françaises et britanniques dans les Territoires sous tutelle du Cameroun, que la question de l'unification du Cameroun a été exagérée. Cette situation a été créée, pour une grande part, du fait de l'agitation provoquée par les dirigeants, de formation communiste, de l'UPC, qui prétendent parler au nom de toute la population des deux Territoires. Mais l'UPC, qui a été dissoute au Cameroun français, en raison de l'assassinat d'Africains innocents, fait maintenant l'objet d'une enquête pour activités subversives, du côté britannique de la frontière. Il sera intéressant de prendre connaissance des conclusions de l'Attorney general, à la suite de l'enquête britannique. Le progrès politique rapide que l'on prévoit pour le Cameroun sera sérieusement mis en péril si des organisations qui se consacrent avant tout à la défense des intérêts communistes ont le droit de s'ingérer dans l'évolution démocratique.

Ma délégation a noté l'intérêt témoigné par plusieurs membres du Conseil pour la question de l'exercice du droit de vote dans le Territoire sous tutelle du Cameroun britannique. D'après les réponses du Représentant spécial à diverses questions relatives au droit de vote des femmes, nous avons appris que les femmes peuvent voter à la condition de payer l'impôt, mais que peu de femmes sont dans cette situation. Le Représentant spécial nous a expliqué que le droit de vote était soumis au paiement de l'impôt et que le but de cette mesure était surtout d'empêcher de voter les non-Camerounais, c'est-à-dire les travailleurs et les commerçants saisonniers qui viennent principalement du Cameroun français. Je suis certain que l'Autorité administrante nous permettra de faire observer que les femmes camerounaises sont, dans ce cas, l'objet d'une injustice, à seule fin d'exclure du droit de vote une classe de non-Camerounais qui, en tout état de cause, ne manifesteraient que peu d'intérêt à l'exercice de ce droit. Ne serait-il pas préférable d'amender la législation et la procédure afin de remédier à cette injustice apparente ou de supprimer la clause du paiement de l'impôt? Il convient d'insister sur le principe si souvent exprimé et selon lequel nul, dans un Etat démocratique, ne doit être obligé de payer pour avoir le droit de vote.

En ce qui concerne les événements politiques qui se sont déroulés dans la partie Nord du Territoire sous tutelle que nous examinons, nous avons été heureux d'entendre la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle la population

de cette région est satisfaite de voir sa destinée politique liée à celle de la région septentrionale voisine de la Nigeria.

Dans le domaine économique, nous nous rendons compte de la fragilité de l'avenir du Territoire et de la gravité des problèmes qui se posent à l'Autorité administrante pour préparer le Territoire à l'autonomie. Nous avons pris note, toutefois, de plusieurs éléments encourageants et, en particulier, du fait que des investissements nouveaux et importants ont été faits récemment dans le Territoire. La création d'une Northern Region Development Corporation constitue, de même, un signe encourageant. C'est le cas également pour l'intention déclarée du Gouvernement du Cameroun méridional d'encourager l'investissement de capitaux d'outre-mer. Nous avons pris note avec plaisir de l'assurance donnée par le représentant du Royaume-Uni, selon laquelle l'Autorité administrante encourage également de nouveaux capitaux à s'investir dans la région.

Nous nous félicitons de la place importante donnée par l'Autorité administrante au mouvement coopératif africain dans le développement économique du Territoire.

Ce que nous a dit le Représentant spécial de la difficulté qu'il y a à construire des routes dans le Territoire n'a pu manquer d'impressionner le Conseil. Ainsi qu'il l'a déclaré, les communications sont la clé de l'avenir économique et elles auront une influence sur le progrès de la population du Territoire dans le domaine social et dans celui de l'enseignement. Il est inutile pour ma délégation de souligner que les Etats-Unis sont prêts à examiner soigneusement et complètement les projets pour lesquels des directives et une assistance techniques pourraient être jugées nécessaires et qui seraient soumis par les Autorités compétentes. L'octroi d'une somme de 140.000 livres sterling par l'Administration de coopération internationale du Gouvernement des Etats-Unis, pour la reconstruction et le goudronnage de la route Ikom-Memfe, est une indication du genre de projets utiles auxquels nous pensons.

Je suis certain que tous ceux qui ont une responsabilité dans l'avenir politique et économique des territoires africains liront avec intérêt le rapport du Vice-Président Nixon, qui vient de rentrer d'un long voyage dans le continent africain.

M. McGregor (Etats-Unis)

Il va sans dire que la politique du Gouvernement des Etats-Unis a pour objet l'amélioration constante du niveau de vie des populations de ce continent, afin que, lorsqu'elles prennent leur place dans la communauté des nations libres, elles puissent le faire avec dignité et avec une compétence qui leur permette une véritable indépendance. A cet égard, la politique de mon gouvernement est en harmonie avec celle de la Puissance administrante du Territoire sous tutelle que nous examinons. Nous tenons à féliciter la Puissance administrante et nous espérons que l'administration du Territoire reprendra sa tâche avec une vigueur renouvelée. Nous espérons que les populations du Territoire seront encouragées par nos délibérations et se rendront compte que l'Autorité administrante a pour objectifs ceux mêmes de l'Accord de tutelle.

En terminant, ma délégation tient à remercier le Représentant spécial et le représentant du Royaume-Uni pour la courtoisie et la patience dont ils ont fait preuve au cours de ce débat.

M. KIANG (Chine) (Interprétation de l'anglais) : Dans sa déclaration d'ouverture, le représentant du Royaume-Uni a parlé longuement de la conférence constitutionnelle qui doit avoir lieu à la fin du mois prochain. L'imminence de cette conférence a, par conséquent, constitué la toile de fond de notre débat sur le rapport annuel du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration du Royaume-Uni.

Comme nous nous en souvenons certainement, le Conseil, à sa dix-septième session, a pleinement appuyé l'opinion de la Mission de visite de 1955 selon laquelle les modifications constitutionnelles qui ont eu lieu dans la Nigéria et au Cameroun en 1953 et 1954 représentent, en ce qui concerne le Territoire sous tutelle, un progrès politique important vers la réalisation de l'objectif de l'autonomie ou de l'indépendance. Pour le Cameroun méridional, la création d'institutions d'auto-gouvernement est d'une grande importance.

Néanmoins, le Conseil s'est abstenu jusqu'à maintenant d'exprimer une opinion définitive sur les conséquences de ces modifications constitutionnelles sur le progrès du Territoire sous tutelle, dans son ensemble, vers l'indépendance.

Nous savons que la conférence constitutionnelle qui devait avoir lieu en 1956 a été ajournée à la fin de mai 1957. L'importance de cette conférence constitutionnelle a déjà été soulignée par le représentant du Royaume-Uni. Il nous a dit que la conférence devait discuter toute la question des rapports en constante modification du Cameroun méridional avec la structure fédérale. Nous attendons donc avec un grand intérêt les résultats de cette conférence. Puis-je dire qu'une telle conférence devrait avoir pour effet de créer un esprit de solidarité sociale dont dépend si largement la libre décision de la population quant à son propre avenir ?

En matière de suffrage universel et d'élections directes, nous sommes heureux de noter que la nouvelle procédure relative aux élections dans le Cameroun méridional a été introduite dans la loi de 1956 relative aux élections. La disposition relative à l'inscription des électeurs et celle qui concerne le scrutin secret constituent une amélioration considérable par rapport à la procédure antérieure.

Il est également encourageant de noter qu'une partie de la population, qui n'avait pas auparavant le droit de vote, l'a maintenant obtenu. Les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes, dans la mesure où elles sont soumises à l'impôt; mais il y a lieu de souligner que bien peu d'entre elles paient l'impôt.

C'est avec beaucoup d'intérêt également que nous avons entendu la déclaration du Représentant spécial selon laquelle l'opinion publique, au Cameroun méridional évolue rapidement vers l'émancipation des femmes. Un tel progrès - nous l'espérons vivement - permettra un jour aux femmes de jouer un rôle vraiment actif dans la vie du Territoire.

Ma délégation n'a cessé d'attacher une grande importance à la création d'un fonctionnariat autochtone dans tous les Territoires sous tutelle. Nous constatons que l'Autorité administrante, au Cameroun, fidèle à ses propres traditions, attache également la plus grande attention à cette importante question. Il est intéressant de noter que la politique du Gouvernement fédéral et du gouvernement régional est de recourir le moins possible aux services de fonctionnaires venant de la métropole et de s'assurer ceux des autochtones qui sont actuellement fonctionnaires ailleurs, dans la Fédération de la Nigeria. Nous espérons que cette politique

M. Kiang (Chine)

permettra d'atteindre l'objectif qui consiste à rendre la population autochtone apte à assumer la responsabilité de l'administration.

En ce qui concerne le progrès économique du Territoire, la Puissance administrante s'est engagée dans la bonne voie comme l'a recommandé la dernière Mission de visite, en s'attachant à développer les moyens de communications car ils constituent la clé de tout progrès dans le Territoire. Nous estimons que l'Administration doit être félicitée pour les efforts vigoureux qu'elle a faits dans ce sens.

Nous avons noté que l'étude entreprise pour l'excavation mécanique destinée à l'établissement de réservoirs d'eau a été terminée dans la partie septentrionale de la division de Dikwa et que cinq réservoirs seront construits d'ici à la fin de cette année. Cependant, nous estimons que l'Administration ne doit ménager aucun effort pour terminer la mise en application des deux plans bien connus et dont parle le rapport de la Mission de visite de 1955. Nous espérons également qu'avec l'élimination de tous les obstacles, le projet-pilote d'irrigation de Wulgo, au bord du lac Tchad, sera mené à bien.

Nous avons noté avec satisfaction que la Puissance administrante a entrepris des efforts afin de donner effet à la recommandation de la Mission de visite selon laquelle le progrès économique devrait s'étendre également à l'ensemble du Cameroun méridional. Pour arriver à équilibrer ce progrès, la répartition aux diverses divisions doit être aussi égale que possible.

Dans le domaine économique, ma délégation n'est pas sans se préoccuper de la situation financière difficile qui existe dans le Cameroun méridional. Le Représentant spécial a dit au Conseil que cette situation résulte de la baisse générale des prix mondiaux et de l'augmentation des prix de revient. Il a confirmé que, par suite de cette situation, le Gouvernement du Cameroun du Sud a dû ajourner la réalisation de certains projets dans le domaine de la santé publique, dans le domaine de la construction de routes secondaires et dans celui de l'approvisionnement en eau. Nous savons que le Gouvernement du Cameroun méridional a bénéficié de l'aide importante du Gouvernement fédéral et de celle du Gouvernement du Royaume-Uni. Cependant, nous espérons que la Cameroons Development Corporation et les Marketing Boards trouveront le moyen d'aider le nouveau gouvernement. Il serait extrêmement utile, pour le Gouvernement du Cameroun méridional, que la Cameroons Development Corporation attribue au gouvernement une plus grande part de ses bénéfices.

M. Kiang (Chine)

L'Autorité administrante a droit à notre gratitude pour l'oeuvre accomplie en matière de progrès social. Dans le Nord du Territoire, nous sommes aise de relever qu'à la suite d'un contrôle étroit de l'administration, des rapports plus fréquents sont établis entre les communautés grâce à l'amélioration des voies de communication, notamment entre la montagne et la plaine, et que des contacts sont noués entre les diverses religions. Avec la diffusion de l'enseignement, les aspirations de la population commencent à s'éveiller et les autochtones descendent de leurs collines.

Dans le Sud, nous notons également avec satisfaction le développement des collectivités locales grâce à l'amélioration des voies de communication. La vie sociale devient de plus en plus active. Nous espérons que cette vie sociale caractérisera, un jour, le nord du Territoire.

Dans le domaine de la main-d'oeuvre, la situation d'ensemble est satisfaisante. L'organisation des travailleurs s'esquisse. Nous attendrons avec intérêt la publication de l'étude effectuée, en 1955, par l'Institut de l'Afrique occidentale pour la recherche scientifique, sur la formation de la main-d'oeuvre spécialisée de la Camercon's Development Corporation.

Dans le domaine de la santé publique, il convient de féliciter l'Autorité administrante des efforts déployés pour donner effet aux résolutions du Conseil de tutelle recommandant l'extension des services sanitaires et médicaux, particulièrement dans la région du nord. Nous sommes aise de constater qu'en 1955 les crédits ont été augmentés, par rapport à 1954, de 20 pour 100. En raison du taux élevé de mortalité dans le Territoire, l'état actuel des services sanitaires peut encore être considéré comme insuffisant pour faire face aux besoins réels. Nous ne doutons pas que l'Autorité administrante n'intensifie ses efforts en ce sens.

Dans le domaine de l'enseignement, ma délégation voudrait une fois de plus souligner la nécessité d'améliorer les possibilités scolaires dans le nord du Territoire, en particulier pour les filles. Elle ne peut qu'exprimer son inquiétude à constater la diminution, pour l'année en cours, du nombre des instituteurs ainsi que du nombre des élèves des écoles normales, au moment où le Territoire pâtit sérieusement d'un manque de maîtres qualifiés. L'Autorité administrante devrait faire tout en son pouvoir pour remédier à cette dégradation de la situation.

Nous comprenons évidemment que l'Autorité administrante, dans son effort pour étendre le système scolaire, se voit freinée par des difficultés financières. Elle devrait néanmoins s'arrêter aux commentaires de l'UNESCO. Il importe que la population ait la possibilité d'exercer un contrôle sur ses propres écoles.

"Si l'on se borne à recueillir de l'argent, fait observer l'UNESCO, sans donner aux intéressés la possibilité d'exercer un contrôle efficace sur son emploi, on a peu de chance d'obtenir l'appui de la population" (T/1304, par. 12, p. 48). Ma délégation considère que s'il n'y a pas un éveil général de la conscience civique camerounaise quant aux besoins de l'enseignement, le progrès demeurera lent. Il semble qu'en dépit des efforts de l'Autorité administrante, les Camerounais ne portent pas à l'enseignement un intérêt suffisant. C'est probablement ce qui explique le trop lent accroissement de la fréquentation scolaire et le peu d'enthousiasme des communautés locales. L'Autorité administrante devrait élaborer un programme destiné à éveiller l'intérêt de la population. L'UNESCO a offert d'effectuer l'étude du problème linguistique, dans la mesure où il conditionne la politique de l'enseignement. Ma délégation estime que le Conseil de tutelle devrait mettre à profit cette offre.

Je ne veux pas terminer sans dire au représentant du Royaume-Uni et au Représentant spécial combien nous avons apprécié leur précieuse collaboration. Bien qu'il occupe son poste depuis peu de temps, M. Field, qui a succédé au général Gibbons, nous a fourni avec autant de compétence que de patience de nombreuses informations complémentaires. J'espère que nos innombrables questions de lui laisseront pas un trop mauvais souvenir du Conseil de tutelle.

La séance, suspendue à 15 heures 55, est reprise à 16 h. 15.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Ces dernières années, nous assistons à l'éveil des peuples opprimés sous le joug colonial. Les mouvements de libération nationale, la lutte pour la liberté politique, pour le droit à disposer de son sort, la tendance à créer de nouveaux états indépendants qui occuperont leur place légitime parmi les autres, tout cela caractérise la situation actuelle dans les territoires coloniaux, notamment en Afrique. L'exemple des peuples asiatiques, qui ont rejeté le joug colonial, celui des peuples africains qui se sont récemment érigés en nouveaux états et sont devenus membres des Nations Unies, entretient une flamme vivante dans le coeur de tous les Africains, avides de liberté. De toute l'Afrique s'élève une clameur de revendication. Le peuple du Cameroun ne fait pas exception. Lui aussi emboîte le pas aux autres peuples dominés depuis de nombreuses années par les colonialistes. Comme l'a admis le Représentant spécial, tous les partis politiques, au Cameroun britannique, attendent de se voir reconnaître l'autonomie ou l'indépendance, sous une forme ou une autre.

A ce moment de l'histoire, il importe que le Conseil de tutelle, en étudiant les rapports des diverses autorités administrantes, examine avec attention la façon dont elles s'acquittent de leurs responsabilités dans les Territoires sous tutelle, notamment eu égard à l'objectif essentiel du régime de tutelle, défini dans la Charte : l'acheminement des populations des Territoires sous tutelle vers l'autonomie ou l'indépendance. Le Conseil a le devoir d'examiner comment les diverses puissances administrantes appliquent ses recommandations et celles de l'Assemblée générale, en particulier celles invitant les Puissances administrantes à prendre des mesures tangibles visant à faciliter l'accession des peuples colonisés à l'autonomie ou l'indépendance dans le plus bref délai possible.

En ce qui concerne le Cameroun sous administration britannique, il y a lieu de noter qu'à ce jour le Royaume-Uni n'a pas présenté au Conseil de programme concret concernant les modalités de l'acheminement vers l'autonomie complète ou l'indépendance; le Royaume-Uni n'a pas encore indiqué quelles mesures il entend prendre pour se conformer aux objectifs du régime de tutelle et aux résolutions de l'Assemblée de façon que le peuple du Cameroun puisse, dans un proche avenir, gérer lui-même ses propres affaires et occuper sa place légitime parmi les autres nations.

Il est nécessaire de relever que le développement du Cameroun est extrêmement lent et que l'Autorité administrante ne prend pas les mesures nécessaires pour amener les réformes qui permettraient de remettre le Gouvernement du Territoire entre les mains des Camerounais eux-mêmes. Les mesures prises en 1954 n'ont pas, en substance, modifié l'aspect colonial de la gestion du Territoire. Comme par le passé, la totalité des pouvoirs appartient au Gouverneur général de la Nigeria ainsi qu'au personnel nommé par lui. La voix des représentants du peuple camerounais, en ce qui concerne la gestion du Territoire, reste insignifiante. L'Autorité administrante elle-même ne nie pas ce fait. Ainsi qu'on peut le constater en lisant le point 117 du rapport de la Mission de visite, les leviers politiques essentiels - et personne, je pense, ne contestera le fait que la politique est définie par le Gouvernement du Royaume-Uni - sont aux mains de fonctionnaires coloniaux spécialement formés et choisis par le Secrétaire d'Etat aux colonies du Royaume-Uni, puis nommés à leur poste par le Gouverneur général de la Nigeria ou par les gouverneurs de provinces. L'Assemblée du Cameroun-Sud, née des réformes de 1954, ne possède même pas des droits et des pouvoirs équivalents à ceux dont dispose chaque province de la colonie voisine de la Nigeria. Le Conseil exécutif du Cameroun méridional est formé, d'une part, de personnalités appartenant à l'Administration et, d'autre part, de personnes nommées par le Gouverneur général de la Nigeria. En fait, dans la région Sud, tous les pouvoirs sont entre les mains du Commissaire, qui est lui-même directement sous les ordres du Gouverneur général de la Nigeria. Ce Commissaire n'est même pas obligé de tenir compte des suggestions ou des résolutions du Conseil exécutif, ainsi qu'il ressort nettement de la lecture du paragraphe 115 du rapport de l'Autorité administrante.

Quant à la région septentrionale du Cameroun sous administration britannique, elle continue à rester coupée, du point de vue économique et politique, de la partie méridionale. Comme par le passé, le Cameroun-Nord reste partie intégrante de la province de la Nigeria et il n'a absolument aucun organe indépendant. De plus, l'Autorité administrante ne manifeste aucune tendance à chercher un rapprochement entre la région Nord et la région Sud du Cameroun, bien que ces deux parties forment ensemble un seul Territoire sous tutelle, dont la population ne vise qu'un but : être libérée de la domination coloniale, arriver le plus vite possible à l'indépendance et à la liberté politique, prendre en main son propre

destin. Tous les autres problèmes qui peuvent se poser, tant dans la partie Nord que dans la partie Sud du Cameroun, ne revêtent qu'un aspect secondaire, et il sera facile à la population de les résoudre elle-même lorsqu'elle aura obtenu son indépendance et son autonomie. Cependant, au lieu de contribuer à développer cet esprit de coopération entre les différentes fractions de la population, l'Autorité chargée de l'administration maintient la scission, a tendance même à l'accentuer, et s'oriente vers l'intégration du Cameroun septentrional au Territoire voisin de la Nigeria. C'est ainsi que l'Autorité administrante encourage les tendances au séparatisme qui se manifestent dans la partie méridionale du pays. Ainsi que l'ont fait ressortir les réponses données à des questions posées par les représentants du Guatemala et d'Haïti, l'Autorité administrante n'a absolument rien fait dans le sens des vœux exprimés, ainsi que le note le rapport de la Mission de visite de 1955, par le Congrès national du Cameroun ainsi que par le Parti national du Cameroun au sujet de la création d'un conseil mixte comprenant des représentants de la région Nord et de la région Sud du pays. L'Autorité administrante a donc maintenu la scission et lié davantage le destin du Cameroun septentrional à celui de la colonie voisine de la Nigeria, entravant ainsi un développement rapide dans le sens de l'autonomie complète et de l'indépendance du Territoire dans son ensemble.

Ainsi qu'on le sait, le Gouvernement et le peuple de l'Union soviétique se félicitent toujours de voir une ancienne colonie parvenir à l'indépendance. Il est évident que c'est également le souhait que nous formulons à l'égard du peuple de la Nigeria. Mais nous devons relever ici que la population du Territoire sous tutelle du Cameroun devrait, étant donné ce caractère même de Territoire sous tutelle et les dispositions de l'Accord de tutelle, se voir offrir des possibilités de parvenir plus rapidement à l'objectif final et d'avancer à un rythme plus accéléré sur la voie qui conduit à l'autonomie et à l'indépendance. Lorsque le peuple camerounais et ceux des Territoires voisins seront indépendants, ils pourront se mettre eux-mêmes d'accord sur les rapports qu'ils désireront établir entre eux. Le Représentant spécial a parlé de ce problème, dans les réponses qu'il a données, mais il est clair qu'en pratique l'Autorité administrante applique une politique absolument différente. Elle cherche à détruire l'unité du Territoire afin d'en intégrer les morceaux dans les colonies voisines et de lier le sort du Cameroun-Nord à celui de la Nigeria.

JM/nk

T/PV.776

- 63/65 -

M. Bendrychev (URSS)

La délégation de l'Union soviétique estime que le Conseil de tutelle doit recommander à l'Autorité administrante de prendre, le plus rapidement possible, toute une série de mesures destinées à accélérer les progrès du Territoire dans la voie de l'autonomie, afin que celle-ci puisse lui être accordée dans un délai de trois ans. Il est indispensable, à cet effet, que des organes vraiment représentatifs et jouissant des pleins pouvoirs soient établis dans le Territoire. Il se peut qu'il soit nécessaire, au début, de créer des organes distincts pour la région Nord du Cameroun, mais la politique de l'Autorité administrante doit s'orienter vers le développement de la collaboration entre toutes les fractions de la population du Cameroun, afin d'en faciliter l'unification et non pas de perpétuer les divisions et d'élargir encore un fossé artificiellement creusé. Il faut que les mesures prises facilitent l'accession des autochtones à toutes les responsabilités, afin qu'ils apprennent de plus en plus à gérer leurs propres affaires.

Tout cela doit se faire le plus vite possible, afin que le peuple camerounais puisse devenir maître de sa destinée et ce, dans un délai maximum de trois ans. Il serait alors en mesure de décider lui-même de son sort et de ses relations avec les peuples voisins sur la base de négociations libres entre peuples indépendants.

Nous ne pouvons admettre que l'accession à l'indépendance devienne un slogan vide de sens, puisque cette question a été portée au premier plan par les populations elles-mêmes. Le Conseil a le devoir d'aider à la mise en oeuvre pratique de ce programme. Cependant, c'est ainsi que l'Autorité administrante tente de nous dépeindre la situation dans son rapport. Au paragraphe 100 de ce rapport, on déclare solennellement que la politique de l'Autorité administrante consiste à amener les populations des Territoires sous tutelle à l'autonomie complète ou à l'indépendance. Nous sommes heureux de cette déclaration, mais nous posons une question très légitime: quand cela se fera-t-il en pratique ? Il s'est déjà écoulé beaucoup de temps et le mouvement des peuples en faveur de l'indépendance s'étend et exige que ces principes soient mis en oeuvre le plus vite possible et, dans tous les cas, dans un délai maximum de trois ans. L'Autorité administrante ne semble pas être de cet avis. Dans le même paragraphe du rapport, on déclare que la possibilité pour les habitants de prendre part à la vie publique du Territoire doit dépendre dans une grande mesure de leur niveau d'instruction. Mais, en même temps, on nous dit qu'un certain nombre d'obstacles s'opposent au progrès de l'enseignement. Toujours d'après le rapport, les obstacles principaux à surmonter sont, entre autres, la dispersion de la population et les difficultés de communications. Pour ces raisons, les services publics de toute sorte sont difficiles à établir et les dépenses sont élevées. Et pourtant, le rapport continue en déclarant que les revenus disponibles dépendent du développement des services publics. La population ne peut pas participer à la vie publique du Territoire parce qu'elle n'est pas suffisamment instruite et doit donc, de ce fait, continuer à subir le joug colonial. En résumé, l'enseignement ne peut pas être développé par suite du manque de services publics, et les services publics ne peuvent pas être développés à cause du manque de fonds.

On ne peut pas manquer d'attirer l'attention de l'Autorité administrante sur l'exemple des États qui se sont récemment libérés de la domination coloniale et sont devenus indépendants. L'exemple de ces pays montre de façon éloquente que les peuples ayant acquis leur liberté politique et procédant à la gestion de leurs propres affaires ont résolu avec succès les problèmes auxquels ils avaient à faire face et ce nonobstant toutes les difficultés découlant du joug colonial qu'ils avaient dû supporter pendant si longtemps et le haut pourcentage d'analphabétisme qui sévissait encore.

Quelques mots maintenant en ce qui concerne les élections qui ont eu lieu en mars de cette année au Cameroun du Sud. Nous n'avons pas encore de renseignements exacts quant à la façon dont ces élections ont eu lieu et c'est pourquoi nous nous limiterons à quelques remarques préliminaires.

Tout d'abord, nous sommes surpris de constater qu'à ce jour toute la population du Cameroun du Sud n'a pas encore le droit de vote. Les femmes, par exemple, ne possèdent pas ce droit. Moins de la moitié des habitants ayant le droit de vote ont participé aux élections ce qui, si l'on prend en considération le fait que certains des électeurs ont voté pour des candidats qui n'ont pas été élus, ceux qui ont été élus étaient les candidats de moins de la moitié des électeurs. Ainsi que je l'ai déjà dit, nous n'avons pas encore de détails sur ces élections. Cependant, je ne crois pas que nous puissions considérer comme normales les conditions qui prévalaient lors de la campagne électorale, c'est-à-dire les mesures prises contre un des partis qui présentait des candidats, les perquisitions organisées dans les locaux de ce parti, la saisie de documents et l'arrestation de certains de ses membres.

J'en arrive maintenant au domaine économique. Je voudrais, tout d'abord, parler de la situation financière du Territoire ou, plutôt, de la partie Sud de ce Territoire, puisque la partie Nord n'a pas de statut économique ou financier indépendant par suite de son rattachement à la province de la Nigeria du Nord. L'importance de la situation financière du Territoire est due, avant tout, ainsi que le souligne l'Autorité administrante, au fait que le Cameroun du Sud s'est trouvé, avant 1955, dans une situation financière difficile et qu'il a dû remettre à plus tard la mise en œuvre de toute une série de projets pour le développement du Territoire. L'importance de la question ressort également de ce qu'apparemment il y a une certaine tendance à décourager la population

camerounaise en mettant l'accent sur les difficultés financières et en lui faisant croire qu'elle ne peut pas exister de façon indépendante sans l'aide de la Nigeria. Les pouvoirs de l'Assemblée du Cameroun du Sud, du point de vue financier, sont extrêmement limités. L'Assemblée ne peut pas, entre autres, décider d'imposer les compagnies ou les plantations du Territoire. Or, comme nous le savons, aucun impôt n'a été, à ce jour, payé par ces compagnies. Les impôts payés par elles au budget fédéral de la Nigeria en 1953 et en 1954 ne s'élevaient qu'à 350.000 livres sterling. De plus, nous devons noter que ces impôts diminuent et sont, en effet, de 200.000 livres moins élevés qu'en 1951. A la page 261 du rapport, l'Autorité administrante déclare que les compagnies paient 9 shillings par livre sur leurs bénéfices nets, mais ce que représentent ces bénéfices nets n'a été expliqué ni par le Représentant spécial ni par le représentant du Royaume-Uni.

M. Bendrychev (URSS)

Toutefois, bien que le paragraphe 295 du rapport mentionne sept sociétés, il n'y en a, jusqu'à présent, que quatre ou cinq qui paient des impôts. Comme l'indique le paragraphe 291 du rapport, les compagnies étrangères nouvelles jouissent d'une complète exonération d'impôt. Elles ne paient aucun impôt sur les bénéfices qu'elles réinvestissent afin d'en augmenter le chiffre total. Si les représentants du Cameroun à l'Assemblée du Cameroun méridional avaient le droit de régler ces questions, ils trouveraient, n'en doutons pas, d'importantes sources de revenus complémentaires pour le Budget du Territoire. Mais l'Assemblée du Cameroun méridional ne dispose d'aucun pouvoir en matière de taxes; elle ne peut prélever de taxes à l'importation. On constate, à la page 261 du rapport annuel, que la plupart des produits importés par les compagnies étrangères ne sont pas taxables. Parmi ces produits, on compte l'équipement agricole et industriel; les instruments scientifiques, les matières premières nécessaires à l'industrie locale, l'essence, etc. Tous les droits de douane sont perçus par le Trésor de la Nigeria. Néanmoins, selon les tableaux 24 et 26 du rapport, une somme de 2 millions de livres sterling est versée au Trésor de la Nigeria par le Cameroun méridional. Le Gouvernement de la Nigeria paie, de son côté, au Cameroun méridional, une subvention sur les fonds disponibles. L'Assemblée du Cameroun méridional ne possède aucun droit de contrôle sur l'emploi des 2 millions de livres sterling en question.

Etant donné que le Cameroun méridional n'est pas indépendant du point de vue commercial, il ne lui est pas possible d'établir la balance des paiements du Territoire ni de contrôler l'exportation et l'importation de devises étrangères. Encore une fois, l'Assemblée du Cameroun méridional ne dispose en ces matières d'aucun pouvoir.

Comme l'a fait remarquer l'Autorité administrante, le Cameroun méridional est censé tirer l'une des principales sources de revenu de sa trésorerie des bénéfices énormes que réalise la Cameroons Development Corporation. Mais cette compagnie ne lui verse absolument rien. En 1955, elle se serait trouvée en déficit de 28.215 livres sterling. Le budget du Territoire ne peut émettre de prétentions sur les bénéfices normaux de la Cameroons Development Corporation; il ne peut que revendiquer une part des bénéfices excédentaires. Il est intéressant de remarquer qu'en 1955, cette compagnie a tiré un profit approximatif de 2.618.000 livres sterling de l'exportation, vers la métropole, de bananes,

de produits de palme, de caoutchouc, de cacao et de bois de construction. D'autre part, la Cameroons Development Corporation a investi 750.000 livres sterling en 1955. Toutefois, l'Assemblée du Cameroun méridional n'exerce aucun contrôle sur les dépenses de cet organisme. Il n'est donc pas surprenant que le budget du Territoire ne bénéficie pas de cette source de revenus.

Une autre compagnie réalise des bénéfices considérables dans le Territoire. Je veux parler du Marketing Board. Si l'on se réfère aux paragraphes 339 et 341 du rapport annuel, on constate que le Board dispose de capitaux considérables et distribue des centaines de milliers de livres sterling. Les bénéfices qu'il réalise résultent de la différence entre les prix d'achat au producteur et les prix du marché; le Board réalise donc des bénéfices sur les biens produits par autrui. Mais ces sommes ne sont pas versées à la Trésorerie du Territoire; elles échappent au contrôle de l'Assemblée du Cameroun méridional. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail de la question pour montrer que le Cameroun méridional ne participe pas aux bénéfices du Board; il dépend entièrement de subventions.

Si l'on veut remédier à cette situation, la première chose à faire est d'accorder l'autonomie au Cameroun méridional, en donnant pleins pouvoirs à l'Assemblée législative en ce qui concerne toutes les questions relatives à la production du Territoire. Le Conseil de tutelle adoptera sans nul doute une recommandation à ce sujet.

Actuellement, le Territoire sous tutelle n'exerce aucun droit de contrôle sur les revenus qui sont tirés de l'exploitation de ses propres ressources naturelles.

Dans sa déclaration liminaire, le Représentant spécial a dit, parlant des problèmes économiques et sociaux du Territoire, que le nouveau Gouvernement du Cameroun méridional s'est résolument attaqué à tous ces problèmes. On pourrait ajouter que ce même Gouvernement se serait attaqué à des questions beaucoup plus vastes s'il avait disposé de ressources plus grandes, de droits et de pouvoirs plus étendus.

J'aimerais aussi attirer l'attention sur le fait que l'Autorité administrante ne semble pas se préoccuper particulièrement du développement de l'industrie dans le Territoire - et l'industrie constitue cependant le fondement de l'indépendance économique - non plus que du développement de l'agriculture indigène. L'Autorité administrante se préoccupe surtout du

développement du réseau routier; cette question est constamment évoquée au Conseil de tutelle.

Il est certain que les routes jouent un rôle important dans l'économie de tous les pays et que de l'état du réseau routier peut dépendre le développement de l'économie. Mais les routes ne constituent pas un objectif en soi. Ce sont des voies de communication et il est intéressant de voir qui en profite. Est-ce que la construction de routes a favorisé le développement de l'économie locale, des industries locales ? Ou bien la construction de routes a-t-elle favorisé l'exploitation des ressources du Territoire par des monopoles étrangers ? Au Cameroun sous administration britannique, comme dans presque tous les pays coloniaux, la construction de routes facilite l'exploitation des ressources du Territoire. Les routes facilitent le transport des produits du Territoire et favorisent la pénétration des capitaux étrangers dans de nouvelles régions, ce qui se traduit finalement par une plus grande exploitation de la population indigène et par de plus grands bénéfices pour les compagnies étrangères.

Je ne veux pas par là dire qu'il ne faut pas construire de routes. Je voudrais simplement attirer l'attention sur le caractère unilatéral de cette construction de routes parce qu'il ne s'accompagne pas d'un développement de l'économie.

Dans ces conditions, il faudrait que la construction des routes incombe non pas au budget du Territoire, mais aux compagnies étrangères qui opèrent dans ce Territoire et dont les bénéfices sont très importants. L'Autorité administrante préfère ne pas en parler. A l'heure actuelle, les sommes consacrées à la construction des routes sont un fardeau très lourd pour les finances du Territoire et elles ne permettent pas d'établir des plans de développement de l'économie, de l'enseignement, de services sociaux. La réduction du nombre d'ouvriers qualifiés témoigne-t-elle d'un développement de l'économie? Dans le domaine de l'agriculture et dans celui des transports, ce nombre est passé de 400 en 1950 à 300 en 1954. L'Autorité administrante n'a pas d'intérêt au développement autonome de l'économie du Territoire. Elle veut le développer tout en conservant le caractère colonial de l'économie. Ce Territoire reste un champ d'activité lucratif pour le capital étranger et, surtout, pour le capital anglais.

Comme d'autres, nous avons déjà noté que l'économie du Territoire est monopolisée par les compagnies étrangères qui ont la haute main sur toute l'économie du Cameroun. Ce transfert des richesses du Territoire aux monopoles étrangers qui l'exploitent continue. En 1955, 1200 acres de terres plantées en cacao ont été remises en concession à des compagnies étrangères. Quatre mille acres de terres plantées en thé, 170 milles carrés de forêts représentent des investissements sûrs et, comme le disait le Représentant spécial, ces capitaux n'auraient pas été apportés si ces investisseurs n'avaient été persuadés que les bases du développement du Territoire et les fondations jetées par les représentants élus du peuple, avec le conseil de l'Autorité administrante, étaient saines et solides. On ne peut pas douter que l'Autorité administrante fait tout ce qu'elle peut pour créer les conditions les plus favorables à l'exploitation des richesses du Territoire et de ses ressources humaines par l'apport des capitaux étrangers - britanniques au premier chef. La mention des représentants élus du peuple n'est pas très convaincante, puisque les droits de ces représentants sont fort limités. L'Autorité administrante ne prend pas les mesures nécessaires pour développer l'économie des autochtones et pour créer dans le Territoire des entreprises industrielles et agricoles qui apporteraient des bénéfices aux autochtones et non aux compagnies étrangères. Ainsi, rien n'a été fait jusqu'ici pour développer les

coopératives de production autochtones qui pourraient appliquer les méthodes modernes dans le domaine de l'agriculture, c'est-à-dire en utilisant des machines agricoles. Il faut que le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour développer l'économie de ce Territoire sous tutelle dans l'intérêt des autochtones et pour améliorer les conditions de vie de ses habitants.

Pour ce qui est de la santé publique, la situation continue d'être fort peu satisfaisante. Il est difficile de dire que les services de santé destinés aux autochtones sont satisfaisants. Pour une population d'un million et demi d'habitants, il n'y avait, en 1955, que 425 lits au total pour tous les hôpitaux gouvernementaux et locaux. Le Représentant spécial a dit que, dans ce chiffre, on comptait des lits pour femmes enceintes. Il va de soi que, dans ces conditions, des maladies très graves continuent de sévir. Les membres du Conseil le savent bien. Le représentant d'Haïti l'a rappelé aujourd'hui. La mortalité infantile reste fort élevée.

L'Autorité administrante doit prendre les mesures nécessaires pour augmenter de façon sensible le nombre des hôpitaux, des médecins, pour former un personnel médical qualifié parmi les autochtones.

On ne constate, dans le Cameroun sous administration britannique, aucun progrès dans le domaine social. Il n'y a toujours pas d'organisation de sécurité sociale dans le Territoire. Les autochtones continuent d'être soumis au châtimement corporel. Selon le tableau qui figure dans le rapport de l'Autorité administrante, en 1955, 63 personnes ont été condamnées par les tribunaux à des châtimements corporels. Il est à noter que, même la Cour suprême, décrète le châtimement corporel. On peut en juger d'après le tableau 21 qui figura à la page 248 du rapport de l'Autorité administrante.

Le rôle de l'Autorité administrante reste obscur dans cette affaire. Elle semble s'en désintéresser et déclare que ce n'est pas là une question qui relève de sa compétence. D'après elle, l'interdiction du châtimement corporel doit être décrétée par les organes législatifs du Territoire. Mais tout le monde sait que les représentants de l'Autorité administrante sont membres de ces organes législatifs et qu'ils ont le droit de présenter des projets de loi.

Sans doute, le Conseil devra recommander à nouveau à l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour éliminer les châtimens corporels qui sont une atteinte à la dignité des autochtones.

Les données très limitées que l'on trouve dans le rapport de l'Autorité administrante en ce qui concerne la situation et le droit des travailleurs et des syndicats autochtones montrent qu'il n'y a pas dans le Territoire de protection suffisante du travail ou des droits des ouvriers. Les syndicats ne sont pas libres dans leur action. Ce sont les fonctionnaires de l'Administration qui les dirigent. Lorsque les ouvriers sont en grève et qu'ils exigent une hausse des salaires, on a recours aux forces de police. Sous le couvert d'opérations de police, on licencie un grand nombre de travailleurs qui réclament une augmentation de leurs salaires. Les données fournies aux paragraphes 91 et 92 du rapport de l'Autorité administrante sont fort éloquentes.

M. Bendrychev (URSS)

Il convient également de rappeler que l'Autorité administrante entend limiter les relations des syndicats du Territoire avec les syndicats d'autres pays et avec le mouvement syndical international. Les publications de la Fédération syndicale mondiale, qui compte plus de 85 millions d'adhérents et qui a un statut consultatif de la catégorie A auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, sont interdites dans le Territoire, de même que les brochures publiées par les syndicats de divers Etats Membres des Nations Unies. Les publications de diverses organisations internationales de femmes et de la jeunesse, qui s'expriment en faveur du développement de l'amitié et de la collaboration entre les peuples et en faveur de la suppression de la discrimination, sont interdites, alors que la plupart sont éditées à Londres, c'est-à-dire dans la capitale même de l'Autorité administrante. La raison en est, sans doute, que les organisations qui publient les brochures interdites dans le Territoire sont des adversaires du colonialisme, ce qui n'est pas conforme aux buts de l'Autorité administrante.

Il est indispensable que le Conseil de tutelle recommande à l'Autorité administrante de créer des conditions normales pour l'activité des syndicats et des organisations sociales autochtones dans le Territoire et de prendre les mesures nécessaires pour protéger réellement les droits des travailleurs.

J'en viens maintenant au domaine de l'enseignement. Il faut noter que le nombre des élèves dans les écoles primaires a augmenté. Mais parler d'un progrès significatif dans le domaine de l'enseignement, c'est aller trop loin si l'on tient compte du fait que, sur 220.000 enfants d'âge scolaire, de 7 à 14 ans, il n'y avait, en 1955, même après cette augmentation, que 48.500 enfants dans les écoles primaires, c'est-à-dire, d'après les chiffres de l'UNESCO, 22 pour 100 des enfants d'âge scolaire.

C'est surtout dans le nord que la situation est défavorable. Là, 4.000 enfants seulement, sur plus de 100.000 enfants d'âge scolaire, fréquentent les écoles primaires. En 1955, il y a eu, non pas augmentation, mais diminution du nombre des écoles dirigées par le gouvernement et les autorités locales; il y a une école de moins. Il y a également moins d'instituteurs; de 1.714, en 1954, leur nombre est tombé à 1.679, en 1955. Ainsi que le déclare l'UNESCO dans son rapport, le nombre d'instituteurs formés est tout à fait insignifiant: 150 par an. A ce rythme là, on n'ira pas très loin et la population autochtone du

Cameroun britannique continuera pendant très longtemps de végéter dans l'analphabétisme.

Il est difficile de parler d'enseignement secondaire dans le Territoire, alors que dans le sud il n'y avait, en 1955, que deux écoles secondaires comptant seulement 431 élèves. On a ouvert récemment une première école pour filles; on ne sait pas combien d'élèves fréquentent cette école. Dans le nord du Territoire, il n'y a aucune école secondaire et, en Nigeria, il n'y avait, en 1955, que huit enfants originaires du Cameroun septentrional suivant des cours d'enseignement secondaire.

Quant à ceux qui suivent des cours d'enseignement supérieur, leur nombre est insignifiant. Il suffit de noter, comme l'a fait le Représentant spécial, qu'il n'y a pas, jusqu'à présent, un seul autochtone qui ait suivi des cours de droit. J'attire l'attention du Conseil sur ce point. Il ne s'agit pas d'ingénieurs, mais de jeunes gens faisant leur droit.... ou, plutôt, ne le faisant pas.

L'Autorité administrante persiste à dire que la population autochtone n'est pas très désireuse d'envoyer les enfants à l'école. Si une telle mauvaise volonté existe de la part des autochtones, il faut en connaître les raisons. L'Autorité administrante doit s'en préoccuper et découvrir les motifs de cette attitude. On dit, par exemple, que les autochtones ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école pour des considérations d'ordre matériel, étant donné l'absence de ressources nécessaires pour l'enseignement. Il convient également de s'assurer que les autochtones peuvent utiliser les connaissances qu'ils acquièrent à l'école et qu'ils ne retombent pas, quelques années plus tard, dans l'analphabétisme. Il faut également étudier les méthodes de propagande en faveur de l'enseignement. La méthode dont il est question dans les paragraphes 93 à 95 du rapport de l'Autorité administrante semble peu efficace. Non seulement les enfants sont inscrits dans les écoles par la force, mais encore la population autochtone est soumise à des mesures de police. Six personnes ont été condamnées à des peines de prison de deux à cinq ans et quatorze autres ont été condamnées à des amendes. Il ne fait aucun doute que de telles méthodes suffiraient à supprimer tout désir d'envoyer les enfants dans les écoles.

Mais, en fait, la question n'est pas dans le refus de la population autochtone de faire des études. Il s'agit bien plutôt du fait qu'il n'y a pas d'écoles, pas d'instituteurs; il s'agit de la mauvaise qualité de l'enseignement, et c'est l'Autorité administrante qui est responsable de cette situation pour n'avoir pas su créer, à ce jour, les conditions requises pour dispenser l'instruction nécessaire aux autochtones du Cameroun, et ce en dépit d'innombrables recommandations du Conseil de tutelle.

L'Autorité administrante doit prendre rapidement des mesures pour étendre le réseau des écoles dans le Territoire, pour introduire dans un avenir immédiat l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, pour développer l'enseignement secondaire et l'étendre à tout le Territoire sous tutelle, pour créer les conditions nécessaires à la formation, parmi les autochtones de spécialistes qualifiés, ayant suivi des cours d'enseignement supérieur, afin de les préparer à jouer un rôle dans tous les domaines de l'activité du Territoire.

M. HOOD (Australie)(interprétation de l'anglais) : Si l'on passe en revue les déclarations du représentant du Royaume-Uni et du Représentant spécial du Territoire sous tutelle, ainsi que les questions qui leur ont été posées par les membres du Conseil, on constate qu'une fois de plus les événements politiques envisagés dans le Territoire constituent la caractéristique la plus importante de la discussion du Conseil cette année.

Au cours de la session correspondante de l'année dernière, le Conseil avait été informé des plans établis par l'Autorité administrante en vue de consultations avec les deux parties du Territoire, en commun avec les autorités nigériennes respectives, en vue d'une évolution constitutionnelle. Selon les propositions qui avaient été faites, ces consultations devaient avoir lieu vers la fin de l'année dernière et l'attention du Conseil s'était portée, à juste titre, il y a un an, sur cette conférence projetée.

Toutefois, ainsi que le représentant du Royaume-Uni nous l'a fait savoir, certains événements concernant la région orientale de la Nigeria ont rendu nécessaire l'ajournement de ces consultations, et le Conseil sait maintenant que la date d'ouverture de la Conférence a été fixée vers la fin du mois prochain. Cette décision a été prise avec l'accord du Gouvernement fédéral de la Nigeria et de tous les gouvernements régionaux de la Fédération, y compris celui du Cameroun méridional. Dans ces conditions, il semble préférable d'éviter, dans cette

AS/RR

T/PV.776
- 84/85 -

M. Hood (Australie)

discussion, une étude trop approfondie des modifications politiques envisagées et je ne voudrais certainement rien dire qui puisse sembler préjuger le résultat des consultations projetées, en particulier du point de vue du statut constitutionnel futur de la Fédération nigérienne. .

M. Hood (Australie)

L'aspect important que le Conseil doit relever, d'autre part, est que l'Autorité administrante a à la fois encouragé et guidé cette évolution qui, dans les deux parties du Territoire, permettra aux habitants, au Nord et au Sud, d'exprimer leur opinion librement et pleinement en matière de réforme constitutionnelle. Dans le cadre des accords exposés dans le rapport de la Puissance administrante pour 1955, il y a eu récemment des élections générales à la fois dans la région septentrionale et dans le Cameroun méridional. Nous avons toutes raisons de penser que ces élections ont permis aux habitants de faire connaître leurs désirs concernant leur avenir politique.

Il faut toutefois noter en passant - et ceci a été souligné par le Représentant spécial et par le représentant du Royaume-Uni au cours de la période des questions - que cela ne signifie en aucune manière qu'il y aura nécessairement fusion des deux régions et encore moins unification avec les Territoires de l'Est. Toutefois, comme je l'ai dit, il n'est pas souhaitable d'essayer de préjuger les résultats de la prochaine conférence. La conférence sera consultative, sur la base la plus large, et elle permettra de décider des futures étapes de l'évolution constitutionnelle du Territoire.

Etant donné que le Royaume-Uni, aussi longtemps qu'il est responsable de l'administration de la Fédération, et en particulier, de l'administration du Territoire sous tutelle, doit conserver un droit de décision s'il considère que ce droit est nécessaire, la conférence sera véritablement consultative et il y a tout lieu d'espérer qu'un accord sera atteint dans le sens des aspirations générales des habitants des deux parties du Territoire. On peut d'autant plus l'espérer que, comme on nous l'a dit, les délégués à la conférence seront choisis de façon à assurer une représentation suffisante de toutes les nuances des opinions politiques. Il y a lieu d'être satisfait de ce que des consultations soient envisagées avec les représentants des différents groupes politiques et que ceux-ci doivent aboutir à un accord quant à la composition des délégations à la conférence. Il y a là une indication extrêmement importante du degré de progrès politique qui a été atteint, particulièrement dans le Cameroun méridional, depuis 1954.

MG/SN

T/PV.776

- 87 -

M. Hood (Australie)

Etant donné les nouvelles mesures électorales et le fonctionnement effectif de l'Assemblée du Cameroun méridional, il est naturel que la situation politique présente et future constitue l'objet le plus important de notre examen. C'est dans ce cadre que le Conseil a porté son attention sur les questions d'ordre économique, social et autres relatives aux deux parties du Territoire. Il est évident que toutes ces conditions, en particulier les conditions économiques, doivent être un facteur important de l'avenir politique du Territoire. Les ressources financières du Cameroun méridional sont faibles. En dépit de l'aide donnée par le Gouvernement fédéral et des fortes subventions du Gouvernement du Royaume-Uni, par l'intermédiaire des Colonial Development and Welfare Funds le Territoire, depuis deux ans, a connu une situation économique difficile. Ces difficultés ont été accentuées par une baisse générale des prix de certains produits sur les marchés mondiaux et par une augmentation des prix de revient, provenant en grande partie de la révision de l'échelle des salaires. Certains projets ont ainsi dû être mis de côté momentanément tandis que les efforts devaient se porter sur les aspects les plus essentiels du développement du Territoire. Les chiffres fournis par le Représentant spécial en ce qui concerne les améliorations apportées à l'agriculture, la fourniture d'équipement agricole, le développement des coopératives de production et de vente, montrent un progrès régulier.

Il est évident que l'un des besoins les plus importants du Territoire reste celui de capital étranger et l'Autorité administrante en est bien consciente. De l'avis de ma délégation, elle a fait tout ce qui lui était possible pour attirer le capital étranger. L'Autorité administrante reconnaît l'existence d'un problème des communications tant dans le Cameroun méridional qu'entre le Cameroun du Nord et le Cameroun du Sud. Le manque de routes praticables en tout temps et le manque de routes entre le Nord et le Sud retardent sérieusement le développement du Territoire. Ce problème est abordé de façon assez détaillée dans le rapport annuel et a été discuté au cours de la période des questions devant le Conseil. Il réclame certainement l'attention soutenue de l'Autorité administrante.

Si l'on considère les ressources financières disponibles, il faut admettre qu'il y eu un progrès régulier dans le domaine de l'enseignement ainsi que dans le domaine de la santé publique et dans celui de l'assistance sociale. Il reste certainement beaucoup à faire - et cela est admis - en ce qui concerne l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire; mais on ne peut y parvenir sans la coopération de la population et cette dernière n'est pas toujours prête à la fournir. Il faut du temps et de la patience, et nous avons tout lieu de croire que l'Autorité administrante traite le problème avec sagesse.

Dans l'ensemble, l'année qui fait l'objet de notre examen montre non seulement un progrès politique important dans le Territoire, mais aussi un progrès solide du point de vue économique et social.

Telles sont les observations générales de ma délégation sur le rapport annuel dont le Conseil est saisi. Je ne veux pas terminer sans remercier le représentant du Royaume-Uni et le Représentant spécial pour l'aide qu'ils ont fournie au Conseil.

M. ZADOTTI (Italie) (Interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne l'évolution constitutionnelle du Territoire du Cameroun sous administration du Royaume-Uni, le Conseil de tutelle, à sa dix-septième session, a adopté la recommandation suivante :

"Le Conseil estime également, comme la Mission de visite, qu'il faut éviter de prendre aucune décision hâtive en ce qui concerne la question du rattachement intégral du Cameroun septentrional à la région du Nord de la Nigeria, la question de l'union du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional et celle de l'unification des deux Territoires sous tutelle du Cameroun, et que l'Autorité administrante devrait s'efforcer surtout d'éduquer la population et d'encourager les contacts entre les habitants des différentes parties du Territoire, pour développer leur esprit de solidarité sociale et leur permettre de décider de leur avenir en pleine connaissance de cause." (A/3170, page 121)

Ma délégation ne peut qu'approuver cette recommandation qui a été inspirée par un sens des réalités politiques et un respect du principe d'auto-détermination.

MG/SN

T/PV.776
-89/90-

M. Zadotti (Italie)

Si l'on tentait de préjuger l'opinion de la population en la matière, on ne pourrait que rendre la situation plus confuse. Nous pensons, par conséquent, que le Conseil doit laisser la décision aux populations intéressées, puisqu'elles auront le moyen de faire connaître leur opinion en temps voulu par leurs organes représentatifs.

A ce sujet, nous félicitons la Puissance administrante de la décision de faire participer à la conférence constitutionnelle qui doit avoir lieu à Londres, dans une atmosphère de tranquillité politique, des représentants du Cameroun du Nord et du Cameroun du Sud. Ils auront ainsi toute latitude de faire connaître les aspirations des Camerounais quant à leur avenir.

Dans le domaine du progrès politique, le Conseil est heureux de l'introduction du scrutin secret et du suffrage universel des hommes adultes, ce qui a déjà permis d'avoir des élections bien ordonnées dans le Cameroun du Sud. Nous notons également avec satisfaction que l'Autorité administrante, dans ses efforts pour élargir les institutions gouvernementales locales, a pour politique de créer des organismes plus élevés que les conseils démocratiques de villages, qui existent actuellement dans le Sud. Dans le Nord, l'Autorité administrante s'efforce également, par l'octroi de certains pouvoirs aux conseils de district, de limiter la centralisation actuellement aux mains des autorités autochtones.

M. Zadotti (Italie)

Nous notons avec satisfaction que tous les représentants des autorités locales élus dans le cours de l'année l'ont été sur la base du suffrage universel des adultes, que l'usage s'est également établi que les chefs des villages soient élus au suffrage universel des hommes adultes, que la région de Mamfé compte maintenant des conseils de villages et des conseils de district dûment élus.

Les nouveaux tribunaux ont commencé à fonctionner. Une nouvelle législation prévoit, dans le nord du Territoire, de nouvelles procédures pour le fonctionnement des tribunaux locaux. Nous notons aussi la création d'un tribunal musulman. Toutes ces mesures, caractérisées par la séparation du pouvoir exécutif du pouvoir judiciaire, ainsi que par l'accélération de la justice, devraient réjouir le Conseil de tutelle. Dans le domaine économique, en dépit des efforts de l'Autorité administrante, subsistent certains éléments d'incertitude qui devraient retenir toute l'attention du Conseil. Comme le Représentant spécial l'a souligné dans son exposé liminaire, les ressources financières du Cameroun méridional sont à ce point minimes qu'il faut encore faire appel à l'aide fédérale et métropolitaine pour combler le déficit du budget, qu'il s'agisse des dépenses courantes ou des dépenses en capital. Encore que le revenu du Territoire augmente peu à peu, le Territoire dépend toujours de la vente à l'étranger de ses produits de base. L'imposition directe ne joue jusqu'à présent qu'un rôle limité.

Nous voudrions réitérer la suggestion d'établir un plan d'imposition unifiée pour les Africains et les non Africains, compte tenu du développement du Territoire, de façon à renforcer le système d'imposition.

Dans le domaine du progrès économique, le nouveau plan quinquennal dont le Royaume-Uni a pris l'initiative et pour lequel il a consenti d'ores et déjà des fonds importants mérite évidemment de retenir l'attention. Nous nous accordons avec l'Autorité administrante pour estimer que le développement du Territoire est conditionné par certaines améliorations essentielles, par exemple celle du réseau routier. Nous constatons que la moitié des crédits concerne l'amélioration du réseau routier. Problème difficile s'il en est. Nous sommes persuadés que le Conseil de tutelle appréciera l'énergie avec laquelle l'Autorité administrante s'est attelée à ce problème. Le programme actuel est extrêmement vaste et nous voulons noter que les Etats-Unis d'Amérique, par le canal de l'I.C.A., ont apporté une contribution de 140.000 livres pour la construction de la route devant relier Ikom à Mamfé.

M. Zadotti (Italie)

Le plan de développement s'attache également aux pêcheries, à l'agriculture, à la sylviculture et aux services vétérinaires. Compte tenu des recommandations de la Banque internationale, il importe que tout soit mis en oeuvre pour l'appliquer. L'introduction de nouvelles cultures en vue de diversifier la production agricole, la création de coopératives africaines, les divers projets de bonification des terres, l'installation de fermiers autochtones, la constitution de réservoirs, l'amélioration du cheptel, autant d'activités qui composent un tableau encourageant.

Dans le domaine social, nous admettons qu'une participation toujours accrue des femmes à la vie du Territoire est évidemment souhaitable. En fait, les femmes jouent d'ores et déjà un rôle extrêmement important dans l'économie du Territoire. Mais nous estimons que l'évolution progressive ne peut être que le résultat de l'évolution intérieure au sein même de la société où vivent les femmes, plutôt que le résultat de mesures extérieures qui ne correspondraient pas au désir secret de la population. Nous croyons au surplus que l'activité des divers services sociaux, sanitaires et culturels favorisera l'obtention de cet objectif.

Les services médicaux ont été améliorés au cours de l'année sous revue. Encore que, dans le nord, la situation ne puisse être considérée comme satisfaisante, il faut noter qu'en plus des crédits ordinaires 60.000 livres ont été affectées à l'amélioration des services sanitaires de cette région.

Des progrès appréciables ont été accomplis dans le domaine de l'enseignement, qu'il s'agisse du nombre des écoles ou de la fréquentation scolaire. Le nombre des filles fréquentant l'école, dans le nord, est encore modeste. Mais l'Autorité administrante s'efforce d'améliorer cette situation; déjà ses efforts portent des fruits.

En conclusion, le Conseil de tutelle ne peut que reconnaître qu'un progrès lent mais substantiel a été réalisé au cours de l'année sous revue. Il ne serait que juste d'adresser à l'Autorité administrante nos remerciements pour ses efforts et les résultats d'ores et déjà acquis en vue du but général, qui demeure l'autonomie.

Nous remercions très sincèrement le représentant du Royaume-Uni et le Représentant spécial, sans l'aide et la bonne volonté desquels une étude approfondie de la situation existant au Cameroun sous administration britannique aurait été pratiquement impossible.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Quatre points sont prévus à l'ordre du jour de la séance de demain après-midi. Le Conseil poursuivra le débat général sur le Cameroun sous administration britannique. Il examinera ensuite deux rapports du Comité permanent des pétitions. Puis il abordera l'examen du rapport annuel concernant le Togo sous administration française; Le représentant de la France et le Représentant spécial feront sans doute un exposé liminaire. Enfin, le Conseil de tutelle s'occupera de l'organisation de la mission de visite qui se rendra, cette année, en Afrique orientale. Il procédera, de surcroît, à l'audition de pétitionnaires.

La séance est levée à 17 h. 30.